

TOLÉRANCE ZÉRO POUR RÉDUIRE
LES ACCIDENTS DE LA ROUTE
**Tebboune ordonne
l'importation
immédiate
de 10.000 bus**

Lire l'article de R. N. page 2



Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

ALGÉRIE-POSTE
**Alerte à des
tentatives de
fraude électronique**

Lire l'article de A. Z. page 4



GHAZA

**Une famine
«scientifique
calculée»**

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



**SURCHARGE ET VÉTUSTÉ DES ÉTABLISSEMENTS,
RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS**

**Des directives
pour la rentrée scolaire**

Lire l'article de M. Aziza page 3



**FOURNITURES
SCOLAIRES**

**Producteurs
et importateurs
autorisés
à vendre aux
détaillants**



Ghaza Une famine «scientifique calculée»

Mohamed Mehdi

Mardi 689^e jour de l'agresion sioniste contre la population civile de Ghaza et près de 6 mois (177 jours) de siège total de l'enclave, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes, les enfants, et les personnes à la recherche d'aide alimentaire.

Le rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé, fait état de 403 victimes lors des précédentes 24h (lundi), dont 75 martyrs et 370 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, portant à 62.819 martyrs et 158.629 blessés, le nombre total de victimes palestiniennes, depuis le 7 octobre 2023. Quant au bilan des victimes depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, il passe à 10.975 martyrs et 46.588 blessés. En outre, l'armée d'occupation et les agents de la fondation américaine «GHF» ont tué 17 Palestiniens et blessé 122 autres dans les «centres d'aide» israélo-américains, durant les précédentes 24 heures, portant le nombre total des victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire à 2.140 martyrs et 15.737 blessés.

Par ailleurs, le ministère fait état du décès de 3 nouveaux cas de personnes affamées, portant le nombre total de victimes de la famine et de la malnutrition, imposée par Israël et soutenue par les États-Unis, à 303 martyrs, dont 117 enfants. Hier, des sources hospitalières à Gaza ont fait état de la mort en martyrs de 48 Palestiniens sous les tirs de l'armée d'occupation israélienne depuis l'aube jusqu'à 15h (localement), dont 9 demandeurs d'aide alimentaire.

Par ailleurs, dans un autre communiqué, le ministère de la Santé a réitéré son appel urgent à un approvisionnement pour alimenter les banques de sang des hôpitaux de Ghaza qui «souffrent d'une grave pénurie d'unités et de composants sanguins». Les centaines de blessés quotidiennement, en plus des malades nécessitent des apports journaliers de «plus de 350 unités et composants sanguins», ajoute le ministère. «Les sources d'augmentation des stocks de sang et de composants sanguins, notamment les campagnes de dons communautaires, ont diminué en raison de la propagation de la famine et de la malnutrition», souligne le communiqué qui «lance un appel urgent à toutes les parties concernées pour augmenter les stocks de sang et de composants sanguins dans les hôpitaux».

INTERDICTION DES PROTÉINES ANIMALES

En 30 jours, un peu plus de 2.600 camions d'aides alimentaires, via des organisations internationales et d'ONG, ont été autorisés par l'entité sioniste à entrer à Ghaza, soit l'équivalent de 4 jours et demi des besoins réels pour une population de 2,4 millions de personnes soumise à une famine et une malnutrition généralisées, a

indiqué, hier, un communiqué du Service de presse du gouvernement de Ghaza.

«Le nombre total de camions d'aide humanitaire entrés dans la bande de Ghaza, au cours des 30 derniers jours (du 27 juillet au 25 août), n'a été que de 2.654, sur les 18.000 (à raison de 600 par jour, ndlr) prévus. Cela représente moins de 15 % des besoins réels», alors que durant les cinq derniers jours (de jeudi à lundi), «seuls 467 camions d'aide sont entrés à Ghaza, sur un total prévu de 3.000», lit-on dans le communiqué. En outre, la même source précise que «ces camions ont été pillés dans un contexte de chaos sécuritaire délibérément créé par l'occupation israélienne» dont les soldats tirent sur les humanitaires qui tentent d'assurer la protection de cette aide. Le communiqué ajoute que depuis le 2 mars dernier (177 jours), en plus de «fermer complètement les points de passage», l'occupation israélienne, assurée du soutien américain et européen, «empêche l'entrée de 430 denrées alimentaires de base nécessaires aux enfants, aux malades et aux personnes affamées». Parmi les produits interdits d'entrée, depuis près de six mois, le communiqué cite : les œufs, les viandes rouges et blanches, dont le poisson, le fromage et autres produits laitiers, les fruits et légumes, ainsi que les compléments alimentaires nécessaires aux femmes enceintes et aux malades.

UN RAID ISRAËLIEN EN CISJORDANIE OCCUPÉE FAIT AU MOINS 58 BLESSÉS PALESTINIENS

Au moins 58 Palestiniens, dont un enfant, ont été blessés par des tirs israéliens de balles réelles lors d'un raid sur Ramallah et el-Bireh, en Cisjordanie occupée, a rapporté le Croissant-Rouge palestinien (CRSP). Le CRSP a également indiqué que ses équipes de secouristes ont été empêchées, à plusieurs reprises, d'atteindre les blessés, faisant état de tirs de semonce sur les ambulances par les forces israéliennes.

Le ministère de la Santé de Ramallah a précisé que l'enfant, âgé de 13 ans, a subi une intervention chirurgicale après avoir été blessé à l'abdomen. Al Jazeera a rapporté que l'assaut des forces d'occupation israéliennes a duré plusieurs heures, au cours desquelles un bureau de change a été attaqué dans le centre de Ramallah et el-Bireh, confisquant son contenu et arrêtant plusieurs employés.

Des images de vidéosurveillance diffusées par le Centre de communication du gouvernement montrent des soldats israéliens lançant une grenade fumigène dans un salon de coiffure de Ramallah, où des civils s'étaient réfugiés.

Des sources ont indiqué à Al Jazeera que des tireurs d'élite des forces israéliennes ont été déployés sur les toits pendant le raid. D'autres informations ont fait état d'une prise d'assaut de la ville d'Al-Khalil, bouclant le centre-ville.

Tolérance zéro pour réduire les accidents de la route Tebboune ordonne l'importation immédiate de 10.000 bus

R. N.

Le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion consacrée au secteur des transports. Après un débat approfondi et l'écoute des interventions des présents, il a été décidé ce qui suit :

- Importation immédiate de 10 000 nouveaux bus pour le transport des passagers afin de remplacer les anciens, sous la supervision du ministère de l'Industrie.

- Importation immédiate et intensive de différents pneus de véhicules.

- L'adoption de nouvelles législations concernant la circulation routière, notamment les modalités de délivrance des permis de conduire, et leur présentation lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres.

- Imposer la responsabilité civile aux responsables des accidents de la route et soumettre les conducteurs à des contrôles périodiques, en plus de renforcer les centres de contrôle pour détecter la consommation de drogues et de substances psychotropes.

- La responsabilité en cas d'accidents sera également élargie pour la première fois, aux parties chargées des routes et de leur entretien, les écoles de conduite, les établissements de contrôle technique des véhicules et toute autre partie dont la responsabilité sera prouvée dans les accidents.

Les services de la gendarmerie et de la police nationale sont chargés de renforcer la surveillance sur tout le territoire national, afin d'imposer l'application stricte du code de la route, dans le but de réduire le terro-

risme routier. Ont assisté à la réunion le général de corps d'armée Saïd Chengriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, M. Boualem Boualem, directeur de cabinet de la présidence de la République, ainsi que les ministres des secteurs de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, des Transports, de l'Industrie, de la Santé et des Travaux publics, ainsi que le conseiller auprès du président de la République chargé de la direction générale de la communication, le commandant de la gendarmerie nationale, le directeur général de la sécurité nationale, le directeur central de l'industrie militaire au ministère de la Défense nationale et le directeur général de la protection civile.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Certains événements s'imposent d'eux-mêmes. Les ignorer, c'est révéler un

complexe profond ou se laisser aveugler par une haine qui défigure le jugement. La démission de neuf ministres néerlandais pour protester contre les crimes de l'entité sioniste en fait partie. Dans un geste politique rare, ils ont préféré la dignité à la compromission, l'éthique à la froideur des calculs de carrière. Mais au-delà de ce sursaut venu d'Europe, une évidence s'impose : dans l'univers arabe et africain, un seul pays incarne, avec une constance implacable, le refus de trahir la Palestine. Ce pays, c'est l'Algérie.

Depuis l'indépendance conquise dans le sang et le sacrifice, l'Algérie a fait de la Cause palestinienne un prolongement naturel de sa propre épopée. Houari Boumédiène, à la tribune des Nations unies, en 1974, ne parlait pas seulement pour les Algériens, mais pour tous les peuples en lutte. Sa voix tonnait contre l'injustice coloniale, rappelant au monde que la Palestine n'était pas un détail régional, mais une question de Justice universelle. C'est lui qui accueillit Yasser Arafat en 1974, lui offrant la scène internationale pour proclamer que « l'OLP est le seul représentant légitime du peuple palestinien ». L'Algérie n'a pas attendu que la Cause soit « populaire » ou « médiatique » pour s'y engager : elle l'a portée comme on porte une part de soi-même.

Et cette fidélité n'a jamais vacillé. Dans les années 1980, au moment où beaucoup de régimes arabes se rapprochaient timidement de Tel-Aviv, Alger demeurait ce point fixe qui refusait la normalisation. Même dans les périodes les plus difficiles de son histoire interne, quand elle saignait durant la décennie noire, l'Algérie n'a jamais cédé sur cette ligne rouge. Elle restait la voix ferme, parfois solitaire, dans un monde arabe qui, peu à peu, s'habituaient à l'idée que « la Palestine peut attendre ». Aujourd'hui encore, sur toutes les tribunes internationales du Sommet arabe à la Conférence de l'Union africaine, des Nations unies aux forums du Sud global, l'Algérie répète, avec une régularité qui frôle l'obsession : la Palestine est une Cause sacrée, non négociable. Elle l'a réaffirmé en 2022 en accueillant à Alger les factions palestiniennes pour une réconciliation historique. Elle l'a encore clamé lors des récentes offensives meurtrières de l'entité sioniste contre Gaza, alors que tant

La vérité ne se négocie pas

d'autres se réfugiaient dans le silence ou dans des communiqués vagues.

Mais cette constance dérange. Elle embarrasse même

certaines pays arabes dits « frères ». Car chaque déclaration algérienne, chaque geste de solidarité, chaque rappel de la centralité de la Palestine agit comme un miroir cruel. Dans ce miroir, se reflètent les compromissions, les silences et les trahisons. Là où Alger brandit la bannière de la dignité, d'autres brandissent des contrats commerciaux, des alliances militaires ou des discours de « réalisme politique ». Là où l'Algérie rappelle l'occupation, certains se contentent de parler « d'incidents regrettables ». Ce paradoxe atteint parfois des sommets tragiques : pendant que des responsables arabes orchestrent des campagnes médiatiques contre la résistance palestinienne, en reprenant mot pour mot le lexique de l'occupant, l'Algérie s'expose, volontairement, à l'isolement diplomatique. Elle sait que sa fermeté lui coûte des inimitiés, qu'elle la rend suspecte aux yeux des puissants, qu'elle l'expose aux campagnes hostiles. Mais elle accepte ce prix. Car dans son ADN politique, la Palestine n'est pas une carte à jouer, mais une dette morale à honorer. Et c'est là que réside la grandeur de l'Algérie : préférer être seule et fidèle plutôt que nombreuse et complice. Préférer subir les critiques de ses voisins que de subir le regard de l'Histoire. Préférer déplaire aujourd'hui que trahir pour toujours. L'Histoire retiendra que dans un monde arabe où beaucoup ont choisi de se taire, l'Algérie a choisi de parler. Dans un monde où les uns justifient, les autres détournent le regard, Alger s'est dressée. Et si même des ministres néerlandais trouvent en eux la force de démissionner pour ne pas trahir leur conscience, il serait tragique que la conscience arabe, elle, se taise. Alors oui, la gêne est réelle : les positions algériennes inébranlables dérangeant. Mais cette gêne est aussi une promesse : celle qu'au moins un pays refuse que la Palestine devienne un souvenir effacé. L'Algérie, fidèle à elle-même, continue de rappeler que la dignité n'est pas une option et que la Cause palestinienne est le test suprême de l'honneur des nations. Et un jour, quand la Palestine sera libre, on se souviendra que dans les ténèbres de la trahison et du silence, une voix persistait à dire : « La vérité ne se négocie pas. » Cette voix, c'était celle de l'Algérie.

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Surcharge et vétusté des établissements, recrutement des enseignants Des directives pour la rentrée scolaire



M. Aziza

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saadaoui, a passé en revue avec les cadres de son secteur les principaux défis liés à la rentrée scolaire 2025-2026. Entre autres, le recrutement des enseignants contractuels, la capacité d'accueil des infrastructures scolaires et leur état.

Réuni avec ses cadres durant deux journées consécutives les 24 et 25 août dernier, en visioconférence, le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'évaluer l'état des lieux en matière d'infrastructures, de recrutement et de santé scolaire. En ouverture de la réunion, le ministre a écouté des exposés détaillés des directeurs de l'éducation concernant le nombre d'élèves qui seront accueillis à tous les niveaux cette année, afin d'évaluer l'évolution des effectifs par wilayas. Ainsi qu'un exposé sur les nouveaux établissements réceptionnés pour la prochaine rentrée scolaire, et ceux en cours de réalisation, afin d'avoir une idée précise sur le degré de préparation des wilayas pour répondre à la demande croissante en places pédagogiques. C'est d'ailleurs ce qui ressort d'un communiqué rendu public par le ministère de l'Éducation.

Cette évaluation est importante pour pouvoir trouver des solutions qui garantiront la réduction de la surcharge dans les établissements existants et assurer une meilleure répartition des élèves. M. Saadaoui a exhorté les directeurs de l'éducation à se rendre quotidiennement sur le terrain pour suivre l'avancement des projets en souffrance et à renforcer la coordination avec les walis et les services des équipements publics.

Le ministre a rappelé que le programme spécial 2025 permettra à plusieurs wilayas de bénéficier de projets d'extension et de nouvelles infrastructures, appelant à accélérer le lancement des chantiers pour qu'ils soient opérationnels avant la

prochaine rentrée. Le ministre a, par ailleurs, instruit les directeurs de l'éducation d'établir un recensement précis des établissements scolaires vétustes en collaboration avec les services techniques compétents, à travers des visites de terrain. Et ce pour prendre les mesures nécessaires afin d'assurer aux élèves une scolarisation dans des conditions décentes et sécurisées.

«LA TRANSPARENCE DANS L'ANNONCE DES POSTES VACANTS S'IMPOSE»

Concernant le recrutement des enseignants contractuels, le ministre a confirmé le lancement officiel, ce lundi 25 août, du recrutement de ces derniers, à travers la plateforme numérique. Il a instruit les directeurs de l'éducation de veiller à la transparence dans l'annonce des postes vacants et à la rigueur dans le traitement des dossiers, afin de garantir équité et sérénité pour les candidats. M. Saadaoui a rappelé, en outre, la nécessité «de finaliser les actions liées à l'opération d'intégration des enseignants, approuvée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en date du 23 mars 2025», insistant sur un suivi minutieux de cette opération à l'échelle nationale en vue de son achèvement dans les plus brefs délais.

RENFORCER LES ACTIVITÉS PRÉVENTIVES EN FAVEUR DE LA SANTÉ SCOLAIRE

Pour la rentrée 2025-2026, M. Saadaoui a annoncé la mise à l'honneur de la santé scolaire durant la première semaine de cours, en partenariat avec le ministère de la Santé. Ce programme vise à mobiliser la communauté éducative et les parents autour d'actions de prévention et de sensibilisation pour promouvoir la santé scolaire. Les modalités pratiques seront précisées dans de prochaines circulaires, précise-t-on dans le communiqué.

Fournitures scolaires Producteurs et importateurs autorisés à vendre aux détaillants

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a donné, lundi, des instructions pour autoriser les producteurs et les importateurs de fournitures scolaires à vendre directement aux détaillants afin de réduire les intermédiaires et de diminuer les coûts de distribution, indique un communiqué du ministère.

Ces instructions ont été données lors d'une réunion de coordination présidée par M. Zitouni, en présence des cadres centraux du ministère, consacrée à l'examen de nombre de dossiers relatifs au contrôle économique, à l'approvisionnement du marché et aux foires dédiées aux fournitures scolaires.

Après avoir suivi des exposés détaillés sur l'état du marché national et les campagnes de contrôle menées récemment, notamment les interventions sur le terrain, les infractions enregistrées et les mesures juridiques prises, le ministre a insisté sur la nécessité de poursuivre et d'intensifier les opérations de contrôle, en particulier durant cette période de canicule dans certaines wilayas, afin de réduire les risques d'intoxication alimentaire et de protéger la santé des consommateurs.

S'agissant des foires dédiées aux fournitures scolaires, M. Zitouni a souligné «la nécessité d'en faire des espaces économiques offrant une diversité de produits de qua-

lité à des prix réduits, contribuant ainsi au renforcement du pouvoir d'achat des ménages».

Le ministre a également ordonné aux cadres du ministère de se rendre sur le terrain pour s'enquérir de l'organisation et veiller au bon déroulement de l'opération, en vue d'atteindre les objectifs économiques et sociaux escomptés, selon le communiqué.

Dans le même contexte, «le ministre a donné des instructions pour autoriser les producteurs et les importateurs à vendre directement aux détaillants afin de réduire les intermédiaires et de diminuer les coûts de distribution», conclut le communiqué.

Raïna Raïkoum

Sid Lakhdar Boumediène

La chronique d'aujourd'hui porte sur les politiques anti-racistes qui n'ont souvent comme objectif que de camoufler celui-ci par une fausse mauvaise conscience ou comme conséquence de l'aggraver par maladresse alors que le fond de la pensée est très sincère.

C'était au début des années 80. La gauche était enracinée après sa victoire de 1981 remportée par François Mitterrand. Il est incontestable que sa vision sociale, particulièrement envers les enfants de la seconde génération d'immigrés, était à louer. Cela d'autant plus qu'au départ la puissance du parti communiste était un fait politique réel avant que n'intervienne sa chute future.

Mais le regard d'un francophone, le mien, qui avait passé toute sa jeunesse en Algérie, était complètement différent. J'en avais été scandalisé et je le suis encore aujourd'hui, pourtant à la retraite. C'est vrai qu'il est indéniable que la réflexion qui consiste à dire que les enfants de couches sociales défavorisées (financièrement et d'instruction) sont victimes d'un pré-déterminisme social et qu'il faut adapter le système à la nécessité d'inclusion, est parfaitement dans le droit chemin.

Tout était légitime, tout était honorable et à féliciter dans la politique de destruction de ce déterminisme social. Mais voilà, lorsqu'une personne vous étouffe de sa compassion, ce n'est plus un acte éducatif mais un acte de charité. Vouloir aider en faisant trop, finit par nourrir les plus gros clichés envers une population et au final l'enterrer encore plus dans son état de marginalisation.

J'étais outré qu'on me dise «tu sais, il faut leur pardonner du fait de leur condition sociale». Tout était excuse pour porter un regard différencié, le contraire de ce qu'il fallait faire. Alors une voie catastrophique a été prise dont on paye aujourd'hui le prix (ce n'est pas la cause exclusive, bien entendu, mais elle reste visible dans sa persistance).

Comme ils étaient majoritairement en difficulté scolaire (j'ai dit majoritairement, ne commencez pas à m'accuser), le regard aura été de les excuser, de les cajoler et de les placer systématiquement dans des impasses. Et cela avec la très bonne conscience de la charité sociale.

Ils se sont mis à vouloir vanter une certaine culture, à en faire une promotion sous l'excuse d'une politique d'égalité républicaine. Je m'étais dit, pourquoi on laisserait les enfants d'immigrés jouer au football, danser le Rap et s'enfoncer dans la grammaire du Wech-Wech (autre identifiant qui leur est donné) alors que les autres étaient condamnés au cours de chant, de danse, de solfège et autres horreurs lorsqu'on est à cet âge.

En quelque sorte la république contraignait les pauvres esclaves, future élite, à la terrible épreuve du mercredi ou du week-end alors que les autres étaient encouragés, en guise de culture autochtone dans les quartiers (expression pudique pour dire les parcs fermés), à faire du Rap,

Le Tutu pour les uns, le Rap pour les autres

du Wech-Wech et du football.

C'était un désastre car la république et sa politique tournaient totalement le dos à leur objectif d'élimination

du déterminisme social. Alors les comiques se sont engouffrés dans ces thématiques du Wech-Wech, capables juste de faire des spectacles de dérision communautaire. C'est d'ailleurs ce qui s'était passé pour les Noirs américains qui n'étaient adulés que pour leur musique et le niveau de leur sport.

Pire encore, j'ai entendu une fois un professeur dire à propos d'un élève d'origine africaine qui faisait une démonstration de Hip-hop (l'ancêtre du Rap), ils ont ça dans la peau, ce sont les meilleurs.

Et mon indignation a continué. J'étais persuadé qu'il ne fallait rien laisser passer à ceux dont les parents étaient comme les miens, de la même origine. Aucune considération de cet ordre face à une indiscipline ou un manque de travail.

Un jour, le père d'un élève m'avait fait une réflexion aussi irrecevable que celle du professeur à l'égard du danseur. Il m'avait dit, vous êtes sévère avec mon fils et pourtant vous parlez arabe comme moi, nous venons du même pays et nous avons les mêmes origines.

J'ai refusé d'aller plus loin dans cette conversation car à l'évidence nous n'étions pas dans la même rationalité d'une situation. Moi, je pensais qu'il était raciste de mener une communauté vers une impasse et lui pensait que j'étais raciste car coupable d'une sévérité sans concession avec un enfant d'immigré. J'avais lu dans son regard des mots qu'il n'avait pas osé prononcer, vous êtes un traître à votre patrie d'origine.

Heureusement, pendant ce temps des milliers d'élèves et étudiants ont réussi et ont rejoint l'élite. Ils avaient pourtant le même handicap de départ. Eux et leurs parents ne se sont pas laissés entraînés vers la carrière de clowns exotiques ou de l'argent facile du foot. Ils voulaient éviter le regard du fantôme bourgeois et excentrique des touristes qui exultent dans la place centrale de Marrakech.

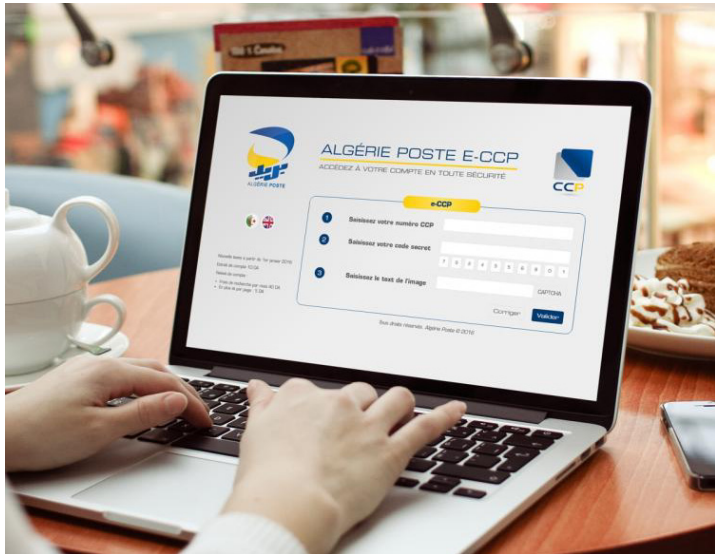
Eux avaient compris que le rêve d'appartenir à l'élite devait passer par un long chemin de travail et d'abnégation, pas par la facilité dans laquelle on les a parqués. Car hélas, même avec ce nombre élevé de réussite, ils restent encore une minorité.

Voilà, mes chers lecteurs, comment on finit par être piégé par une politique de compassion alors que le vrai chemin de l'égalité est de donner leur chance à tous, d'être éduqués avec la même force obligatoire de la république. Le tutu du mercredi après-midi pour les uns, le Rap et la littérature du Wech-Wech pour les autres. L'objectif de la république est l'égalité, pas la compassion.

Mais, ne le répétez surtout pas, quel esclavage que la discipline du tutu et cet épouvantable séance de solfège du mercredi après-midi ! Et, finalement, si c'était cela, le racisme ? Non, ne le répétez pas aux enfants, je plaisante.

Algérie-Poste Alerte à des tentatives de fraude électronique

Une énième mise en garde a été lancée, ces deux derniers jours, par Algérie-Poste en direction de ses clients pour leur éviter de tomber dans les pièges des arnaqueurs qui pullulent sur la toile, et qui visent à voler leurs données personnelles.



A. Z.

Ces arnaques prennent souvent la forme de SMS ou de pages sur les réseaux sociaux usurpant l'identité de l'entreprise, promettant de faux concours ou autres offres alléchantes.

Dans ce contexte, Algérie-Poste informe ses clients qu'elle a récemment détecté des tentatives de fraude électronique, par le biais de faux SMS contenant des liens fictifs imitant la page officielle de l'entreprise, et que ces liens frauduleux ont pour but de voler les données personnelles et confidentielles des citoyens, notamment les numéros de comptes CCP et les mots de passe, selon les termes d'un communiqué publié par Algérie-Poste. Notons que le développement des moyens de paiement électronique a donné lieu, depuis 2024, à l'apparition d'une nouvelle espèce d'escrocs qui activent sur Internet, appâtant les internautes dans le monde virtuel, en leur faisant miroiter soit des postes d'emploi ou des gains de sommes importantes, pour obtenir des informations sensibles sur

leurs comptes CCP, qu'ils ne tardent pas à vider pour le cas de ceux qui tombent dans le panneau et leur communiquent leurs numéros de compte et les mots de passe qui donnent accès aux opérations financières, notamment le transfert d'argent de compte à compte. Bien sûr, de cette activité frauduleuse résulte des plaintes, très complexes à gérer, et qui ne trouvent donc pas toujours solution.

De ce fait, Algérie-Poste rappelle à ses clients qu'il ne faut sous aucun prétexte cliquer sur les liens suspects envoyés par SMS ou par e-mail, et de ne saisir les données personnelles qu'après avoir vérifié l'authenticité et la sécurité de la page. L'entreprise invite tous ses clients à faire preuve de prudence et de vigilance afin d'éviter d'être victime de telles tentatives.

Pour se protéger, il est conseillé aux clients de vérifier systématiquement l'identité de l'expéditeur et de visiter directement le site officiel ou les applications authentiques comme Baridi Mob.

Selon les spécialistes, dans ce cas tout comme dans d'autres qui

ont la même finalité frauduleuse, les SMS suspects proviennent de numéros inconnus, tout comme les emails douteux ne correspondent pas aux adresses officielles d'Algérie-Poste. On peut également identifier les liens et messages frauduleux en examinant attentivement les URL, où l'on peut détecter des fautes d'orthographe ainsi que des domaines qui ne ressemblent pas au site officiel. Et d'une manière ou d'une autre, insiste-t-on, «il faut toujours se méfier des offres trop belles pour être vraies». à l'exemple de ces SMS qui vous annoncent que votre numéro de téléphone a été sélectionné en tant que gagnant de 100 millions ou d'une voiture, et vous demander immédiatement d'envoyer vos renseignements pour obtenir vos gains, alors que vous que n'avez joué à aucun jeu pour gagner un tel cadeau, et que vous n'avez aucune connaissance de la source qui vous fait cette annonce. Profitant du désarroi des chômeurs, les arnaqueurs exploitent également les faux concours pour inciter les victimes à cliquer sur les liens.

Soulignons que dans son communiqué, l'entreprise a tenu à rappeler que ses seules pages officielles et ses seules applications officielles sont les suivantes

<https://www.facebook.com/algerie-posteofficiel>
https://www.instagram.com/algerie_poste/
<https://www.linkedin.com/company/algerieposte/>
<https://twitter.com/postedz>
https://www.tiktok.com/@algerie.poste?_t=8qqEJ6kEqNq&r=1
<https://youtube.com/channel/UCZubjROY1tbvANdCcehe4NQ>
<https://play.google.com/store/apps/details?id=dz.poste.eccp>

Le concours national de recrutement sera bientôt organisé numériquement

Le Directeur général par intérim d'Algérie Poste, Mohamed Tazir, a annoncé, lundi depuis la wilaya d'El-Bayadh, que le concours national de recrutement de l'entreprise sera bientôt organisé sous forme numérique et à distance, sans devoir passer par les centres d'examen.

M. Tazir a précisé à l'APS, en marge de la visite de travail et d'inspection du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid-Ali Zerrouki, dans la

wilaya, que le concours est prévu pour la fin du mois de septembre prochain.

Il se déroulera entièrement en ligne et à distance, permettant ainsi aux candidats de participer depuis n'importe quel endroit, en utilisant simplement un smartphone, une tablette ou un ordinateur.

Cette nouvelle modalité vise à faciliter la participation de tous les candidats inscrits, dans le cadre de l'application du principe d'égalité des chances, en assurant trans-

parence et équité dans le déroulement du concours. Le nombre de candidats inscrits à ce concours national dépasse 182.000 postulants, qui se disputeront 773 postes répartis entre les fonctions suivantes: chargés de la clientèle, agents postaux, facteurs, chauffeurs poids léger, et chauffeurs poids lourd.

Pour rappel, ce concours avait été reporté, précédemment, en raison de problèmes techniques, selon la même source.

Organisation arabe du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge L'Algérie décroche un siège au sein de l'instance exécutive

L'Algérie a décroché un siège au sein de l'instance exécutive de l'Organisation arabe du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge, a indiqué mardi un communiqué du Croissant-Rouge algérien (CRA).

L'Algérie a «décoché un siège au sein de l'instance exécutive de l'Organisation arabe du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge, l'équivalent de son conseil d'administration, pour un mandat de quatre (4)

ans», précise la même source.

L'Algérie a également été élue au Comité de rédaction, ce qui «témoigne de sa place et de son rôle actif dans le renforcement de l'action humanitaire et de solidarité au niveau arabe».

El Mawlid Ennabaoui célébré le vendredi 5 septembre

El Mawlid Ennabaoui echarif sera célébré le vendredi 12 rabie al awal 1447 de l'Hégire, correspondant au 5 septembre 2025, a annoncé lundi le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs dans un communiqué.

«Le Mawlid Ennabaoui sera célébré le vendredi 12 rabie al awal 1447 de l'Hégire corres-

pondant au 5 septembre 2025", précise le ministère dans son communiqué.

«À l'occasion de l'avènement de rabie al anouar 1447 de l'Hégire, ce jour, le 25 août 2025, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs présente ses vœux au peuple algérien et à toute la nation musulmane».

TAJ tiendra son Congrès les 24 et 25 octobre

Le parti Tajamou Amel El-Djaïr (TAJ) a annoncé, lundi dans un communiqué, la tenue de son 2e Congrès national les 24 et 25 octobre prochain.

Ce congrès, qui intervient dans «un contexte national et politique important», constituera «une étape essentielle pour le renforcement des rangs et de la place du parti en tant que force de propo-

sition sur la scène nationale», a précisé la même source.

Le congrès sera également «l'occasion de réaffirmer l'attachement aux principes de Novembre et aux valeurs de l'Etat national fédérateur et de consolider la position du parti en tant qu'espace démocratique de dialogue, d'idées et d'initiatives», conclut le communiqué.

Deux quintaux de kif en provenance du Maroc saisis



Les services de la Sûreté nationale ont procédé récemment au démantèlement de deux réseaux criminels organisés et à la saisie de plus de deux (2) quintaux de kif traité en provenance du Maroc et de plus de quatre (4) kg de cocaïne, indique mardi un communiqué des mêmes services.

"Dans le cadre de la poursuite des efforts des services opération-

nels spécialisés de la Sûreté nationale en matière de lutte contre les réseaux de contrebande et de trafic illicites de stupéfiants, le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants (SCL-TIS) a procédé, dans deux opérations distinctes menées au cours de la semaine écoulée, au démantèlement de deux réseaux criminels organisés, à la saisie de 212,515 kg de kif traité en provenance du Maroc et de 4,580 kg de cocaïne et à l'arrestation de neuf (9) individus", précise la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

La première opération, menée dans l'Ouest du pays, a permis "la

mise en échec d'un plan criminel visant à faire passer une cargaison de drogue en provenance du Maroc" et s'est soldée par "l'arrestation de trois (3) éléments de ce réseau criminel, la saisie de 212,515 kg de kif traité et la récupération de deux véhicules de tourisme utilisés dans les activités criminelles", souligne le communiqué.

La seconde opération, menée dans un quartier d'Alger, s'est, quant à elle, soldée par "l'arrestation de six (6) individus appartenant à un réseau criminel organisé, la saisie de 4,580 kg de drogue dure (cocaïne) et la récupération d'un camion frigorifique et d'un véhicule de tourisme", poursuit la même source. Les suspects impliqués dans la première affaire ont été présentés devant le procureur de la République près le pôle pénal spécialisé d'Oran et ceux impliqués dans la seconde affaire ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Rais, selon le communiqué.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TIARET
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

N°:..... /2025

Le Wali de la wilaya de Tiaret représenté par le Directeur De L'administration Locale, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales pour:

« Etude d'évaluation de la mise en œuvre du plan d'Aménagement du Territoire de la wilaya de TIARET »

Le présent appel d'offres s'adresse aux bureaux d'études nationaux remplissant les conditions minimales d'éligibilités suivantes :

- 1- Le soumissionnaire devra disposer d'un agrément en cours de validité dans le domaine de l'aménagement du territoire, délivré par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire.
- 2- Le bureau d'études ayant réalisé au moins une (01) étude dans le domaine de l'aménagement du territoire justifiée par des attestations de bonne exécution et cumulant au minimum cinq (05) ans d'expérience dans le domaine de l'aménagement du territoire.
- 3- Le bureau d'études ayant élaboré le Plan d'Aménagement du Territoire (P.A.W) de la wilaya de TIARET concernée par cette étude, est exclu de la participation au présent appel d'offres, et ce, afin de réaliser une évaluation objective de la mise en œuvre du PAW.

Les intéressés par le présent appel d'offres peuvent retirer le présent cahier des charges directement ou par les représentants dûment mandatés par leurs soins, à partir de la date fixée par le service contractant figurant sur l'appel d'offres, à l'adresse suivante : WILAYA DE TIARET -Direction de L'Administration Locale -Adresse RUE FRERES SAIM

Contre la remise d'un récépissé de versement au régisseur de la wilaya de TIARET de la somme non remboursable de Cinq mille (5000,00) Dinars Algériens représentant les frais de documentation et de reprographie.

A - Dossier de candidature : Ce dossier doit contenir les documents suivants :

1. La déclaration de candidature selon le modèle joint en annexe, renseignée, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire;
2. La déclaration de probité selon le modèle joint en annexe, remplie, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire;
3. La copie du statut et les modificatifs, le cas échéant, pour les personnes morales;
4. Le pouvoir de signataire de l'offre ;
5. Une copie de l'agrément en cours de validité, délivré par le Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire;
6. Attestation de solvabilité bancaire délivrée par la banque contractuelle (en relation avec le soumissionnaire) ou tout document équivalent ;
7. Les copies des bilans financiers (actifs, passifs et compte de résultats) des trois (03) dernières années (2022-2023-2024) portant l'accusé de réception des services de l'administration fiscale ;
8. Les copies des attestations de bonne exécution des études en aménagement du territoire;
9. Tout document permettant d'évaluer les capacités du chef de projet (CV, attestation de travail et diplômes), des candidats, des soumissionnaires.

Le dossier de candidature doit être inséré dans une enveloppe à part, fermée et cachetée, ne comportant que les mentions suivantes :

Le Bureau d'études
Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales
N°:..... /2025
Projet : « étude d'évaluation de la mise en œuvre du plan d'aménagement du territoire de la wilaya de Tiaret »
- DOSSIER DE CANDIDATURE -

B- L'offre technique : Elle doit contenir les documents suivants :

1. La Déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint en annexe, remplie, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire;
2. Le présent cahier des charges dûment renseigné et signé par le soumissionnaire, portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » ;
3. La méthodologie proposée par le soumissionnaire et le planning des travaux à réaliser, détaillés pour chaque mission indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales et techniques du présent cahier des charges ;
4. La liste nominative des intervenants et des experts avec leurs curriculums vitae (CV) et diplômes respectifs justifiées par des copies de diplômes et des attestations de travail ainsi que les durées respectives de leur présence sur le projet tout en justifiant la nature contractuelle des experts (lettre d'engagement avec les experts obligatoire) ;
5. Le calendrier des interventions et les tâches respectives du personnel impliqué dans le présent projet d'étude ;
6. Les références professionnelles de l'ensemble des intervenants (les diplômes et CV);
7. Listes nominatives des employés signés par le soumissionnaire, accompagnées des attestations d'affiliation à la CNAS ou CASNOS.

L'offre technique doit être insérée dans une enveloppe à part, fermée et cachetée, ne comportant que les mentions suivantes :

Le Bureau d'études
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N°:..... /2025
Projet : « ETUDE D'EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DE LA WILAYA DE TIARET »
- OFFRE TECHNIQUE -

C- L'offre financière contient :

1. La lettre de soumission selon modèle ci-joint en annexe, renseignée, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire ;
2. Le bordereau des prix unitaires (BPU), renseignée en chiffres et en lettres, datée, signée et cachetée.
3. Le détail quantitatif et estimatif (DQE), renseignée en chiffres et en lettres, datée, signée et cachetée.

L'offre financière doit être insérée dans une enveloppe à part, fermée et cachetée, ne comportant que les mentions suivantes :

Le Bureau d'études
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N°:..... /2025
Projet : « ETUDE D'EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DE LA WILAYA DE TIARET »
- OFFRE FINANCIERE -

Toute carence peut entraîner le rejet de l'offre.

Ces trois (03) enveloppes doivent être insérées dans une seule enveloppe extérieure fermée et anonyme, ne comportant que les mentions suivantes :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°:..... /2025
Projet : « Etude d'évaluation de la mise en œuvre du plan d'aménagement du territoire de la wilaya de TIARET »

Si l'enveloppe extérieure ne comporte pas les mentions ci-dessus, la responsabilité du service contractant sera totalement dérogée en cas de perte du pli, de son ouverture prématurée ou de son rejet.

- Les dossiers des offres doivent comporter des sommaires qui mettent en évidence toutes les pièces telles qu'exigées ci-dessus.

L'offre ne doit contenir aucune mention entre les lignes ou de surcharge.

Toute carence peut entraîner le rejet de l'offre.

- les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature, tels que :

- Le statut juridique du candidat ou soumissionnaire ;
- L'extrait du Registre de Commerce électronique ;
- L'extrait de rôle apuré ou avec échéancier de paiement, délivré par les services des impôts compétents, en cours de validité;
- L'extrait du casier judiciaire de moins de trois mois, s'il porte la mention « Néant »;
- La copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux, délivré par le CNRC;
- Le Numéro d'Identification Fiscale (NIF);
- Les attestations de mise à jour vis-à-vis des organes de sécurité sociales (CNAS, CASNOS).

Sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'Avis d'attribution provisoire du marché.

La durée de préparation des offres est fixée à trente (30) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP), la presse écrite nationale ou par voie de presse électronique agréées.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le service contractant peut, quand les circonstances le justifient, proroger la durée de préparation des offres. Dans ce cas, il en informe les soumissionnaires par tout moyen légal.

Jour et heure limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis

La date de dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres. L'heure limite est au plus tard à 13 h30 min.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 13H30.

Lieu de dépôt des offres

Les offres doivent être déposées à l'adresse ci-après : WILAYA DE TIARET

Direction de L'Administration Locale - Adresse RUE FRERES SAIM

La période de validité des offres correspond à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois soit Cent vingt (120) jours

- Les Bureaux d'études sont invités y assister à l'ouverture des plis.

LE DIRECTEUR

NB : Toutes les pièces fournies doivent être en cours de validité.

Censure de son gouvernement à l'horizon

La France face
au naufrage

Face aux risques de censure de son gouvernement et de blocages de la France courant septembre, le Premier ministre François Bayrou a donné lundi rendez-vous dès le 8 septembre à l'Assemblée nationale pour un vote dit de «confiance», qui pourrait précipiter sa chute.

M. Bayrou engagera à cette date la «responsabilité» de son gouvernement devant l'Assemblée réunie en session extraordinaire, autour de la «question centrale» du «surendettement» de la France.

Ce vote «consacrera la dimension de l'effort» de près de 44 milliards d'euros de réduction du déficit public de la France, et seulement ensuite aura lieu «la discussion» sur «chacune des mesures de ce plan d'urgence», a-t-il détaillé.

Sans «accord» à l'Assemblée, M. Bayrou considérera que «l'action» est «impossible».

Révélaient la dimension périlleuse de ce choix, la France insoumise (LFI, gauche radicale) et le Parti communiste français (PCF) ont aussitôt annoncé qu'ils voteront alors pour «faire tomber le gouvernement».

Les Ecologistes ont dit la même chose, soulignant que ce vote de confiance était «de fait une démission».

Le Rassemblement national (RN, extrême droite) a lui aussi assuré qu'il n'accorderait pas la confiance, son président Jordan Bardella prédisant «la fin du gouvernement», dont le sort dépend désormais de la position officielle du Parti socialiste (PS).

Son patron, Olivier Faure, a déclaré lundi au quotidien Le Monde qu'il jugeait «inimaginable que les socialistes votent la confian-

ce au Premier ministre» qui «a fait le choix de partir».

Son annonce «est une autodissolution. Il pense le faire avec le panache de quelqu'un qui envisage une autre étape de sa vie politique», a-t-il ajouté.

M. Bayrou a répété, lors de sa conférence de presse de rentrée, que sa priorité était de lutter contre le «surendettement» de la France, dans un contexte de multiples appels à bloquer le pays à partir du 10 septembre.

MENACES DE CENSURE
ET BLOCAGES

«Y a-t-il ou pas urgence nationale à rééquilibrer nos comptes publics et à échapper, parce que c'est encore possible, à la malédiction du surendettement (...) ? Et cela en choisissant une trajectoire de retour à la maîtrise de la dette en quatre ans d'ici à 2029, en dépensant moins et en produisant plus», a martelé le Premier ministre d'un ton grave et solennel.

Mais tout à sa volonté de recadrer le débat, il n'a pas abordé le fond des mesures qui composeront son budget.

Les principales annonces du chef du gouvernement sur ce projet de budget remontaient au 15 juillet.

Soit 43,8 milliards d'euros d'économies



via de nombreuses mesures: année blanche fiscale, gel des pensions et prestations sociales, suppression de deux jours fériés à laquelle s'opposent 84% des Français selon un sondage.

Depuis, M. Bayrou fait face à une menace de censure brandie par la gauche et l'extrême droite.

Il doit aussi affronter des appels à bloquer le pays le 10 septembre, nés sur les réseaux sociaux et soutenus par LFI, qui a dit espérer «la grève générale». Les socialistes, les écologistes et les communistes appuient également cet appel.

Circonspects face à ce mouvement, les syndicats de salariés, opposés au budget Bayrou comme au projet gouvernemental de

réformer à nouveau l'assurance-chômage, réfléchissent à leurs moyens d'action, avant une intersyndicale prévue le 1er septembre.

Après l'expérience de Michel Barnier, Premier ministre renversé au bout de trois mois fin 2024, François Bayrou «ne veut pas subir la rentrée», avait souligné avant la conférence de presse un de ses proches.

«Il ne va pas attendre qu'on le censure comme ça. Sans essayer de trouver des voies, des chemins, de réaffirmer un certain nombre de choses», avait-il ajouté.

Dans l'actuelle Assemblée nationale, issue du choix de M. Macron en juin 2024 de dissoudre la précédente, le camp présidentiel et la droite, qui forment le «socle commun» du gouvernement, ne sont pas majoritaires.

Pétrole russe

L'Inde se prépare à la punition
commerciale des Etats-Unis

L'Inde se prépare à subir cette semaine les foudres commerciales des Etats-Unis en représailles à ses achats de pétrole russe, sauf nouveau sursis de dernière minute du président américain Donald Trump.

Convaincu que les approvisionnements indiens contribuent à financer la guerre de la Russie en Ukraine, le président américain a annoncé qu'il taxerait les exportations de New Delhi sur son sol de 50% à partir de ce mercredi. Ce chapitre de la guerre des droits de douane imposée par l'hôte de la Maison Blanche au monde entier a sérieusement affecté les relations entre les Etats-Unis et l'Inde, au point d'accélérer le rapprochement de cette dernière avec la Chine.

QUEL IMPACT ?

Le marché américain constitue la première destination des produits indiens, pour un montant de 87,3 milliards de dollars en 2024.

Selon les analystes du groupe de services financiers Nomura, une hausse de 50% des taxes américaines «s'apparenterait à un véritable embargo commercial», avec des conséquences majeures pour les entreprises indiennes «à faible valeur ajoutée ou aux marges réduites».

Aucun produit indien ne serait «en mesure de conserver le moindre avantage compétitif», résume Garima Kapoor, de la firme Elara Securities.

Les économistes estiment que de tels droits de douane rogneraient de 70 à 100 points de base le produit intérieur brut (PIB) de l'Inde et feraient retomber sa croissance sous la barre des 6%, son plus bas niveau depuis la pandémie de Covid.

Ceux de S&P anticipent une baisse de 1,2% du PIB mais jugent qu'elle restera «ponctuelle» et «n'affectera pas» ses pers-



pectives à long-terme. Les exportateurs indiens de textile, fruits de mer ou joaillerie ont déjà fait état de l'annulation de commandes américaines au bénéfice de leurs rivaux du Bangladesh ou du Vietnam, laissant augurer d'importantes suppressions d'emplois.

Seuls la pharmacie et l'électronique, dont la fabrication des iPhones du géant Apple, sont pour l'heure épargnées par la punition annoncée par les autorités américaines.

LA CRISE PEUT-ELLE
ÊTRE ÉVITÉE ?

Les Etats-Unis ne semblent pas disposés à amender leur position. Depuis la rencontre Donald Trump-Vladimir Poutine, ils l'ont même durcie.

«L'Inde agit comme un bureau mondial de blanchiment du pétrole russe, en transformant du brut en exportations juteuses et en offrant à Moscou les dollars dont elle a besoin», a dénoncé ce mois-ci le conseiller de

la Maison Blanche pour le commerce, Peter Navarro. Le ministre indien des Affaires extérieures, Subrahmanyam Jaishankar, a rétorqué que les achats indiens permettaient de stabiliser les prix du pétrole sur les marchés. Et qu'ils étaient approuvés par Washington depuis 2022.

Avant d'ajouter que les Etats-Unis et l'Europe achetaient du brut raffiné en Inde en parfaite connaissance de cause.

«Si acheter du pétrole à l'Inde vous pose en problème, n'en achetez plus», leur a-t-il lancé, «personne ne vous force à le faire».

Selon M. Jaishankar, jamais les Etats-Unis n'avaient considéré la question du pétrole russe acheté par l'Inde comme un problème avant l'ultimatum lancé par Donald Trump.

Une éventuelle inflexion de la politique indienne en matière d'achats de brut russe ne se fera pas sentir avant septembre, notent les experts, l'essentiel des cargaisons vendues en août ayant été achetées avant les menaces de la Maison Blanche.

Selon les experts, New Delhi semble dans une situation particulièrement délicate.

«Il faudra (à l'Inde) beaucoup d'ingéniosité et de flexibilité» pour en sortir, relève Nandan Unnikrishnan, analyste au centre de réflexion indien Observer Research Foundation.

QUE PEUT
FAIRE L'INDE ?

En riposte aux menaces américaines, les autorités indiennes ont amorcé un rapprochement avec leurs partenaires des BRICS (Brésil, Russie, Chine, Afrique du Sud).

Le ministre Jaishankar a promis à Moscou un allègement des barrières douanières bilatérales et le Premier ministre Narendra Modi est attendu à la fin de cette semaine à Pékin.

Le gouvernement prépare également à des mesures de soutien à ses exportateurs d'un montant de 2,8 milliards de dollars et a proposé des baisses des taxes sur les produits de première nécessité pour protéger la consommation.

QUID D'UN ACCORD
COMMERCIAL ?

A ce jour, les discussions entre Washington et New Delhi butent sur les secteurs de l'agriculture et des produits laitiers.

Donald Trump exige un meilleur accès au marché indien, que Narendra Modi s'efforce de protéger pour conserver le soutien électoral d'une majorité d'agriculteurs, vital à sa coalition. Les médias indiens ont rapporté que les négociateurs américains avaient annulé une visite prévue ces jours-ci en Inde, suggérant ainsi que les tractations bilatérales étaient bloquées.

«Les négociations continuent», a toutefois assuré le chef de la diplomatie indienne.

« De l'or bleu à l'or solaire : rompre avec la dépendance »

Par Zidane Abdellah

« L'Algérie ne peut plus se permettre d'investir dans le passé », écrivait Salah LAKOUES dans «Le Quotidien d'Oran» en dénonçant l'illusion des mégapipelines et l'aveuglement d'une élite tournée vers l'Europe. Son constat est sans appel : la souveraineté énergétique du pays ne viendra ni des tuyaux ni des contrats léonins, mais de la transformation locale du gaz et de l'exploitation du soleil saharien.

Cette tribune reprend ce cri d'alerte et l'amplifie : il est temps de rompre avec la dépendance et de refuser le néocolonialisme énergétique que veulent nous imposer Bruxelles et Washington.

ALGÉRIE À L'HEURE DE L'OR BLEU ET DE L'OR SOLAIRE

L'Algérie est à un tournant de son histoire énergétique. Pendant des décennies, son économie a reposé sur l'exportation brute de gaz et de pétrole.

Cette rente a permis d'assurer la stabilité du pays, mais elle a aussi enfermé l'Algérie dans une dépendance à des marchés extérieurs volatils, soumis aux cycles des prix et aux rapports de force géopolitiques.

Aujourd'hui, l'Europe, principal client historique, annonce déjà sa sortie progressive des énergies fossiles. La fenêtre d'opportunité se referme : l'eldorado gazier des années 2.000 appartient au passé.

Face à cette réalité, continuer à investir des milliards de dollars dans des méga-projets de pipelines qui ne verront le jour que dans dix ou quinze ans serait un pari perdu d'avance. L'avenir n'est pas dans le transit de molécules brutes, mais dans leur transformation locale.

Car l'Algérie dispose d'un trésor souvent sous-estimé : son gaz naturel peut devenir la matière première d'une nouvelle souveraineté industrielle. Ammoniac, méthanol,



engrais, plastiques techniques : autant de chaînes de valeur capables de multiplier par six ou huit la valeur de chaque mètre cube de gaz. Plutôt que d'exporter de la matière première, pourquoi ne pas exporter de l'intelligence industrielle, de la valeur ajoutée et des produits finis compétitifs ?

Mais l'Algérie possède aussi un deuxième trésor : le soleil.

Avec plus de 3 000 heures d'ensoleillement par an, le Sahara est un des meilleurs gisements solaires de la planète.

En exploitant à peine 0,3 % de sa surface désertique, le pays pourrait produire 170 TWh par

an, soit plus que sa consommation électrique totale.

L'électricité solaire n'est pas seulement un outil de transition énergétique, elle est la clef d'une nouvelle industrialisation : alimenter les usines, dessaler l'eau, produire de l'hydrogène vert, et pourquoi pas demain exporter directement l'électricité vers l'Europe grâce à des lignes HVDC.

Cette double souveraineté - transformer l'or bleu et capter l'or solaire - peut tout changer. Elle signifie sortir du piège de la rente pour entrer dans une logique de puissance créatrice. Elle signifie passer d'une économie tournée vers

l'extérieur à une économie enracinée dans ses propres ressources et ouverte sur les marchés mondiaux avec des produits à haute valeur ajoutée. Elle signifie aussi offrir à la jeunesse une perspective Concrète d'emplois qualifiés, dans la pétrochimie, les énergies renouvelables, la maintenance industrielle, l'ingénierie.

Le défi n'est pas technique : les technologies existent, les financements internationaux sont disponibles, les marchés sont là.

Le défi est institutionnel et politique. Il suppose de bâtir un cadre clair et crédible pour les investisseurs : des contrats d'achat d'élec-

tricité garantis, un guichet unique pour simplifier les démarches, un régulateur indépendant pour sécuriser les projets, et une stratégie nationale transparente qui fixe les priorités.

L'Algérie a déjà prouvé dans son histoire qu'elle savait transformer les contraintes en opportunités. Le XXI^e siècle ne sera pas celui des pipelines, mais celui de la valeur ajoutée et du solaire.

L'heure est venue de faire du gaz et du soleil non pas des ressources à dilapider, mais les fondations d'un véritable projet national de puissance industrielle et de souveraineté durable.

Quand le stress financier mine les sociétés, riches comme émergentes

Par Salah Lakoues

Il est un paradoxe qui devrait alerter gouvernements et institutions internationales : dans un monde plus riche que jamais, jamais les citoyens n'ont autant redouté pour leur avenir matériel. Les chiffres sont implacables. Au Japon, l'une des économies les plus avancées de la planète, 40% de la population déclare vivre dans l'angoisse de son futur financier. En Espagne, ce sont 41% des habitants qui expriment la même inquiétude, un niveau record pour l'Europe. Au Mexique et au Brésil, la pauvreté officielle recule, mais près de quatre habitants sur dix continuent de craindre la précarité. Même en Afrique du Sud, deuxième économie du continent, 40% des citoyens confient leur peur de l'avenir économique.

QUAND LA PAUVRETÉ RECOULE, MAIS QUE L'ANGOISSE MONTE

Cette contradiction apparente s'explique par une réalité plus subtile que le simple

taux de pauvreté. Dans les pays riches, la pauvreté « statistique » peut baisser, mais la pauvreté subjective grimpe. Pourquoi ? Parce que l'inflation ronge le pouvoir d'achat, que les loyers explosent, que les emplois se précarisent et que les jeunes générations doutent d'accéder à la sécurité économique dont bénéficiaient leurs aînés.

Un salarié japonais en contrat précaire, un Espagnol écrasé par le prix de son logement ou un Français inquiet de sa retraite ne sont pas officiellement « pauvres ». Mais tous vivent dans une insécurité qui pèse lourd sur leur santé mentale et leurs choix de vie : retarder un projet familial, renoncer à se soigner, reporter une formation.

LE STRESS FINANCIER : UN POISON SILENCIEUX

Car le stress financier n'est pas une abstraction. Il provoque anxiété, troubles du sommeil, voire dépression. Il mine la productivité dans les entreprises, alimente l'absentéisme, fragilise la consommation. À

l'échelle des sociétés, il nourrit la défiance vis-à-vis des institutions et alimente le vote protestataire. En d'autres termes, c'est une bombe à retardement sociale et politique.

Dans les pays émergents, la situation n'est pas moins inquiétante.

Au Brésil comme au Mexique, l'inflation persistante, l'endettement des ménages et l'importance du secteur informel rendent les familles extrêmement vulnérables au moindre choc. En Afrique du Sud, ce sont les inégalités abyssales et le chômage massif qui entretiennent une insécurité économique chronique, y compris dans les classes moyennes.

TROIS RÉPONSES URGENTES

Face à ce constat mondial, trois niveaux de réponses s'imposent. Agir tout de suite contre l'inflation : indexer les prestations sociales les plus basses, limiter les excès de marges dans les secteurs vitaux (énergie, alimentation), encadrer les crédits usuraires.

Réformer en profondeur : rendre le logement abordable, sécuriser les parcours professionnels, renforcer les filets sociaux pour les travailleurs précaires et informels.

Redonner confiance dans l'avenir : développer l'épargne d'urgence pour tous, généraliser le partage de la valeur en entreprise, bâtir des retraites stables et inclusives.

UNE FRACTURE MONDIALE QUI MENACE LA COHÉSION

Le stress financier est devenu une nouvelle fracture mondiale. Il ne distingue plus Nord et Sud, riches et pauvres : il traverse les continents, il fragilise les démocraties et menace la stabilité des émergents.

Lutter contre la pauvreté visible ne suffit plus. L'enjeu du XXI^e siècle sera de combattre la pauvreté ressentie et l'insécurité financière.

Car c'est là que se joue, silencieusement mais sûrement, la cohésion des nations et la confiance des peuples dans l'avenir.

Préparatifs de la rentrée universitaire Plusieurs projets inspectés et des directives pour les livrer dans les délais

Les préparatifs de la prochaine rentrée universitaire vont bon train.

K. Assia

De nombreux projets en voie de finalisation ont été inspectés, avant-hier, lors d'une visite effectuée par le wali d'Oran M. Samir Chibani et les cadres du secteur et dont l'impact sera considérable dans l'amélioration des conditions d'enseignement et d'hébergement de la corporation estudiantine. Ainsi, 13 haltes ont été effectuées par le chef de l'exécutif et la délégation qui l'accompagne. Parmi les plus importantes, celle où un village universitaire est en cours de réalisation au nouveau pôle universitaire Belgaïd.

Les travaux avancent bien et sont à un taux de 70% selon la cellule de communication de la wilaya, de sorte que le projet porte sur la réalisation de plusieurs infrastructures dotées de toutes les commodités afin de garantir la sécurité et le confort des étudiants et aussi mettre en place un environnement propice pour le savoir et les connaissances. Sur ce, des directives ont été données pour livrer les travaux dans les délais prévus.

Autre projet inspecté est celui lié à la réalisation des archives centrales



au niveau du nouveau pôle de Belgaïd. L'infrastructure comprend six salles dédiées aux archives avec un bâtiment englobant un espace d'accueil, un bureau pour la direction, six bureaux pour le personnel, une salle de réunion et un entrepôt en plus d'une salle de réception.

Les travaux ont atteint les 75% et des instructions ont été aussi données pour les réceptionner dans les délais. Toujours dans le cadre de ces inspections, M. Samir Chibani a visité plusieurs résidences universitaires à l'exemple de la cité C2, de Bir El Djir, celle des filles Zeddour Brahim C3 dans le quartier de l'USTO, la cité 19 Mai 1956 toujours à l'USTO, la

cité 2000 lits, à Es-Sénia, les cités Belbouri, Le Volontaire, El Badr Cherfaoui Aïcha, 1.000 lits, entre autres. Dans ce contexte, des orientations ont été données aux cadres du secteur pour une meilleure prise en charge de la corporation estudiantine via un renforcement de l'efficacité de la gestion et une amélioration de la qualité des services universitaires.

Pour ce qui est des projets en cours d'achèvement, il a été demandé d'accélérer la cadence des travaux d'aménagement et de recenser les insuffisances afin d'y remédier et offrir ainsi aux étudiants un environnement universitaire décent.

Rejet anarchique des déchets sur la voie publique L'appel de l'UGCAA aux commerçants

K. Assia

Les commerçants, les industriels, les grandes surfaces, les restaurants sont obligés de se conformer aux règles régissant la collecte des déchets et des détritres résultant de leur activité commerciale.

Dans un appel lancé par le bureau local de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) de la wilaya d'Oran, celui-ci invite les professionnels entre industriels, commerçants et artisans à ne pas jeter les détritres sur la voie publique notamment devant leurs magasins.

Il s'agit d'une atteinte à l'environnement et aussi à la santé publique et expose le contrevenant à des sanctions dont des amendes et ce en application de la loi en vigueur. Il rappelle que des sites appropriés sont réservés à ces déchets.

Sur ce, il appelle l'ensemble de la corporation à adhérer et à contribuer à la préservation de l'environnement et à la propreté de la ville en utilisant les déchets dans des sacs fermés et à utiliser aussi des conteneurs spécifiques tout en res-

pectant les horaires de ramassage des ordures. Ces actions citoyennes vont nettement apporter leurs résultats en matière d'amélioration du cadre de vie des riverains et surtout à préserver l'environnement. Le bureau de l'UGCAA d'Oran souligne la nécessité de coordonner et de collaborer avec les agents de l'hygiène afin de faciliter leurs missions.

Lors d'une réunion de l'exécutif, le wali d'Oran M. Samir Chibani a insisté la semaine dernière à ce que le nettoyage et l'entretien de l'environnement soient quotidiens. Les maires des 26 communes de la wilaya d'Oran doivent désormais s'assurer que les opérations de collecte des ordures ménagères et de nettoyage de tous les quartiers soient continues et quotidiennes.

Un état des lieux sur les mesures prises dans les communes de Benfréha et Boufatis a été explicité par le chargé de la cellule de la protection de l'environnement auprès du cabinet du wali. Ce rapport a permis de vérifier si les orientations données quant à la remise en état de la chaussée après l'achèvement

des différents travaux ont été respectées. Des instructions fermes ont été données pour remédier aux désagréments occasionnés sur la voie publique et ce après un rapport présenté par le chargé de la cellule de la protection de l'environnement auprès du cabinet du wali qui souligne la nécessité d'entamer des opérations de réfection et le rétablissement de la voie publique en son état initial une fois les travaux achevés.

Dans ce contexte, le chef de l'exécutif a insisté sur la nécessité de préserver l'environnement via l'intensification des opérations de nettoyage. Il appelle également à multiplier les efforts pour garantir le bon déroulement de ces actions qui visent à améliorer le quotidien des habitants et surtout à remettre en l'état initial la chaussée.

Les citoyens sont appelés à faire preuve de civisme et de respecter les horaires de la collecte des ordures ménagères. Il est aussi question d'éviter de jeter les détritres sur la chaussée ce qui ne fait qu'entraver la mission des agents communaux.

Centre de lutte contre le cancer de Misserghine Acquisition d'un nouvel appareil de cytophère

Un nouvel appareil de cytophère de 7^e génération est entré en service, dimanche au Centre de lutte contre le cancer d'Oran, a-t-on appris auprès de l'établissement.

Cet appareil, considéré comme l'une des technologies les plus modernes dans le domaine, offre un meilleur confort aux donneurs de plaquettes par rapport aux moyens utilisés auparavant, a précisé la même source.

Le personnel médical et paramédical du Centre a bénéficié de sessions de formation spécialisées sur l'utilisation de cette nouvelle technique, ce qui permettra une

gestion optimale de l'opération et une plus grande efficacité dans la collecte des plaquettes.

La même source a souligné que la mise en service de cet équipement contribuera au renforcement des capacités du service de transfusion sanguine, notamment pour répondre aux besoins du service d'oncologie pédiatrique, qui nécessite un approvisionnement continu en plaquettes sanguines.

Pour rappel, le Centre de lutte contre le cancer

de Misserghine a bénéficié, au cours de l'année en cours, de deux accélérateurs linéaires destinés à améliorer la prise en charge en radiothérapie, et devrait recevoir un troisième appareil en 2026.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Bichekh Houari, 59 ans, Saint-Hubert
Ghazli Fatma, 74 ans, Les Amandiers
Boudjemaa Chihab A. Ghafour, 3 ans, Maraval
Saidi Rachid, 77 ans, AADL USTO

Horaires des prières pour Oran et ses environs

03 rabie el aouel 1447
El Fedjr 05h02 Dohr 13h05 Assar 16h46 Maghreb 19h42 Icha 21h03



Bousfer Remise des clés à plus de 70 bénéficiaires de logements sociaux

APS et D.B.

Les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya d'Oran ont procédé à la remise des clés à plus de 70 bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL) dans la commune de Bousfer, a-t-on appris, lundi, auprès des services de l'Office.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre continue de la campagne de relogement et de distribution de logements dans la wilaya d'Oran, portant sur 7.424 logements publics locatifs, inscrite dans le cadre des célébrations du 63^e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, a souligné la même source.

Dans le but d'assurer la réussite de cette opération, qui a concerné 72 bénéficiaires, tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés, dont des agents de l'OPGI répartis sur les différentes cités concernées, a-t-on indiqué. Ce quota de logements, composé d'appartements de type F3, dispose de diverses commodités telles que des locaux commerciaux, des aires de jeux pour enfants, ainsi que des espaces verts. Pour rappel, à l'occasion de la même célébration, plus de 7.400 unités d'habitation ont été distribuées dans la wilaya d'Oran, toutes formules confondues, dont plus de 6.000 en formule de logement public locatif à travers différentes communes de la wilaya.

Par ailleurs et dans le cadre de la concrétisation du programme de 4.000 logements dont a bénéficié la wilaya d'Oran pour l'année 2025, quelque 690 logements publics locatifs sont en cours de réalisation au pôle urbain de Belgaïd, ainsi que 250 autres logements dans la commune de Gdyl, indiquent les services de

la wilaya. La wilaya d'Oran a bénéficié d'un quota de 4.000 logements publics locatifs, dans le cadre du programme 2025, pris en charge par l'OPGI, dont une grande partie est déjà en cours de réalisation. Une initiative qui traduit l'engagement de l'Etat à répondre à la demande sociale en matière de logement, tout en soutenant le développement urbain de la région. Le programme prévoit une répartition des 4.000 unités à travers 24 communes de la wilaya. La ville d'Oran bénéficie du plus grand quota, avec 820 logements, suivie par Bir El Djir et Arzew avec 400 unités chacune. Les communes d'Es-Sénia et Ain El Turk se voient attribuer 300 logements chacune, tandis que Sidi Benyebka et Hassi Benokba en recevront 150. Plusieurs autres localités bénéficieront également de quotas variant entre 50 et 100 logements, parmi lesquelles El Kerma, Sidi Chahmi, Bousfer, Boutléis ou encore Tafraoui. Les travaux seront confiés à plusieurs promoteurs immobiliers sous la supervision de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), avec un délai de réalisation de 16 mois. Le projet ambitionne de répondre aux standards de qualité et de confort tout en respectant les délais impartis.

Parallèlement, le coup d'envoi a été donné à d'autres projets importants dans la région, notamment, 690 logements publics locatifs supplémentaires à Belgaïd (Bir El Djir) et 250 unités à Gdyl. Ces projets s'ajoutent aux initiatives en cours pour renforcer l'offre en logements à travers la wilaya. Dans le même élan, les travaux de la deuxième tranche d'aménagement du pôle urbain Chahid Ahmed Zabana, dans la commune de Misserghine, ont également été lancés.

En hommage à Sirat Boumediene Ouverture de la 1^{ère} édition des Spectacles humoristiques d'Oran

La première édition des Spectacles humoristiques d'Oran a été inaugurée lundi soir à la salle de cinéma «El Maghreb», en hommage à l'artiste comédien et homme de théâtre Sirat Boumediene, en présence d'un large public qui a vivement réagi aux performances des artistes.

Le wali d'Oran, Samir Chibani, a présidé la cérémonie d'ouverture de cet événement, qui se poursuivra pendant cinq jours, en présence d'un grand nombre d'artistes comédiens et humoristes, de la famille du regretté Sirat Boumediene, ainsi que de l'écrivain Yasmina Khadra. Dans son discours d'ouverture, le wali a souligné que «le défunt artiste Sirat Boumediene était une grande figure artistique qui a laissé une empreinte indélébile dans le monde de la comédie, et constitue une source d'inspiration pour les jeunes artistes». L'occasion a aussi été saisie pour rendre hommage à la famille du défunt, en reconnaissance de sa contribution à la culture et plus particulièrement à l'art comique.

De son côté, la directrice de la culture et des arts d'Oran, Bouchera Salhi, a déclaré à l'APS que cette première édition, organisée sous la supervision du wali d'Oran à l'initiative de la direction locale de la culture, en coordination avec le commissariat du festival des arts et cultures populaires, l'Office national de la culture et de l'information, ainsi

que l'Assemblée populaire communale, réunit 67 artistes venus de différentes wilayas du pays. Elle a souligné que l'objectif de cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 29 août, est de redynamiser l'art humoristique dans la ville d'Oran et de favoriser les échanges entre jeunes artistes et comédiens. Elle a également indiqué qu'il y a une volonté de pérenniser cette initiative pour en faire un rendez-vous annuel à Oran.

Cette manifestation artistique, qui attire un large public composé de familles oranaises et de jeunes, réunit plusieurs artistes humoristes et comédiens, dont Abdelkader Secteur, Zoubir Belhar, Mohamed Khassani, Mohamed Yabedri, Imad Gdide, Hamid Chenine, Zaza, Hindou, Houari Bouabdellah, et bien d'autres. La soirée d'ouverture, placée sous le slogan «L'été est partage et sécurité», a été marquée par la projection d'une vidéo retraçant la carrière de Sirat Boumediene. Des sketches humoristiques, en solo, duo ou trio, d'une durée de 7 à 15 minutes, ont été présentés par plusieurs humoristes tels que Mohamed Yabedri, Zaza, Jehid, Tarek Kira, Fadhela Hachemaoui, Brahim Hachemaoui, Samira Benalla, Houria Khouch, Hamid Lahlou, Sofiane Zoumacha et Abed. Le public a fortement réagi aux blagues mêlées à la danse et aux rythmes musicaux.

Tiaret

L'eau de la nappe de «Adjermaïa»
pour 11 communes

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a supervisé, lundi à Tiaret, la mise en service d'un projet d'alimentation en eau potable de 11 communes, dont le chef-lieu de la wilaya, à partir de la nappe souterraine d'"Adjermaïa".

Ce projet vise à renforcer l'approvisionnement en eau potable au profit des habitants de la wilaya, indique-t-on.

M. Derbal a salué la concrétisation de ce projet, situé à Zemalat Emir Abdelkader dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala, qui s'étend sur une distance de 138 km et fournit 34.000 m³ d'eau par jour, précisant que "sa réalisation a été assurée par des compétences et des moyens purement nationaux".

Le ministre a indiqué, lors de cette visite d'inspection, que "grâce à l'intervention des pouvoirs publics, sur instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, les perturbations dans l'approvisionnement en eau ont été résolues dans la wilaya".

Il a ajouté que "la situation de l'alimentation en eau connaît une nette amélioration grâce à la mise en

service de plusieurs projets, ce qui a permis d'augmenter les volumes mobilisés et de diversifier les sources d'approvisionnement, en attendant de futurs projets, notamment l'alimentation, à l'avenir, de la wilaya en eau de mer dessalée".

Le ministre a également évoqué les projets structurants dont a bénéficié la wilaya, notamment le projet de Chott Chergui, qui fournit 10.000 m³ par jour à la ville de Tiaret depuis l'été 2024.

Ce volume sera doublé, dès aujourd'hui, grâce à la mise en service de la deuxième tranche du projet, permettant le transfert de 8.000 m³ supplémentaires, sur un total de 26.000 m³, dont bénéficieront les communes des daïras d'Aïn-Kermes et de Frenda.

Il a aussi indiqué que, parallèlement à la mobilisation des ressources en eau potable, des stations d'épuration des eaux usées sont en cours de réalisation ou de réhabilitation, afin de réutiliser ces eaux dans l'irrigation agricole.

Dans la matinée, le ministre a supervisé le raccordement des réservoirs du chef-lieu de wilaya et un puits artésien destiné à approvisionner les communes de la daïra de Meghila en eau potable.

Chlef

Opération d'entretien du réseau
d'assainissement

Abbad Miloud

En prévision des saisons automnale et hivernale, suite aux directives de la direction générale de l'office national d'assainissement (ONA), une campagne de nettoyage des avaloirs, caniveaux, stations de relevage, collecteurs d'eaux usées a été entamée depuis le dé-

but du mois courant et se poursuit encore, au niveau de la quasi totalité des communes.

L'ONA de Chlef a mobilisé les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer cette opération.

Jusqu'à aujourd'hui, 972 avaloirs ont été nettoyés et Les agents mobilisés ont récupéré 85,5 kg de déchets. D'autres ouvrages ont été

Lors de la mise en service de la deuxième tranche du projet de protection de la ville de Ksar Chellala M. Derbal a souligné, qu'"il est impératif de réussir la campagne nationale de nettoyage des oueds, avaloirs et réseaux d'évacuation, lancée récemment en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, pour éviter les inondations pendant la saison automnale des pluies".

Il a ordonné aux agents du secteur, y compris les établissements sous tutelle, comme l'Office national de l'assainissement, de contribuer activement à cette opération et de collaborer étroitement avec les collectivités locales en mobilisant les moyens humains et matériels nécessaires pour achever cette opération dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, à Rechaïga, M. Derbal a supervisé la mise en service d'un projet de renforcement du réseau d'eau potable de la commune. Ce projet comprend la réalisation de deux forages profonds fournissant 20 litres par seconde, un réservoir d'eau de 1.000 mètres cubes et le raccordement à un autre réservoir sur une distance de 5,5 km en direction de la ville.

nettoyés et débouchés. Les agents de l'ONA assurent également des interventions pour le traitement des points noirs. Jusqu'à aujourd'hui, 7 points noirs ont été réglés au niveau du territoire de la wilaya. En parallèle, des campagnes de sensibilisation sont menées par l'ONA à l'intention des citoyens les incitant à ne pas jeter les déchets n'importe où.

d'acheminer leurs récoltes vers les CCLS. Par ailleurs, une commission composée de représentants de la direction des services agricoles, de l'Institut technique des grandes cultures et de la CCLS, a effectué une visite dans deux exploitations privées d'El Karimia et Ouled Farès, en vue de superviser les cultures de tournesols.

L'initiative, louée par les investisseurs de la filière, s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement technique et du développement des cultures oléagineuses.

Sidi Bel-Abbès

Un marché de proximité
des fournitures scolaires
à Aïn El-Berd

Un marché de proximité dédié à la vente de fournitures scolaires a été inauguré dans la daïra d'Aïn El-Berd, wilaya de Sidi Bel Abbès, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire prochaine, et afin d'assurer la disponibilité des produits à des prix raisonnables, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale du Commerce. La cellule d'information et de communication de cette direction a précisé que l'ouverture de cet espace commercial vise à renforcer les mécanismes de régulation du marché national et à faciliter l'acquisition de fournitures scolaires à des prix accessibles. Cet événement enregistre la participation de plusieurs opérateurs économiques actifs dans le domaine des fournitures scolaires, proposant une large gamme de produits à des prix étudiés, a-t-on indiqué de même source, soulignant que

l'objectif de cette initiative est d'alléger les charges financières pesant sur les parents d'élèves, notamment à l'approche de la rentrée scolaire.

La même source a, d'autre part, fait savoir que l'organisation de ce marché de proximité s'inscrit dans une stratégie nationale visant à rapprocher le produit du citoyen, à encourager la production locale et à assurer une distribution équitable des fournitures essentielles à travers les différentes daïras.

A noter que cette initiative fait partie d'une série de marchés de proximité programmés à travers la wilaya, en coordination avec la direction régionale du Commerce et de la Promotion des exportations (Oran), afin de garantir la disponibilité de tous les besoins en la matière pour une rentrée scolaire réussie et sereine au profit des élèves et de leurs parents.

Tissemsilt

Plus de 120 étudiants
attendus à l'annexe de
l'Ecole normale supérieure

Plus de 120 étudiants sont attendus à l'annexe de l'Ecole normale supérieure de l'Université Ahmed Ben Yahia El Ouancharissi de Tissemsilt pour l'année universitaire 2025-2026, a-t-on appris lundi de cet établissement d'enseignement supérieur.

Djilali Laagab, Vice-recteur chargé de la recherche scientifique et des relations extérieures, a indiqué que l'ouverture de cette annexe répond à la demande croissante dans le secteur de l'éducation, dans le but d'élargir le réseau de formation de qualité des enseignants au niveau local, précisant que "121 nouveaux étudiants y ont été inscrits".

Le même responsable a ajouté

que cette formation, visant à renforcer les compétences du système éducatif à travers la qualification d'enseignants compétents, concerne 102 étudiants en spécialité "enseignant du primaire (langue arabe)", ainsi que 19 étudiants en cycle moyen dans la même matière.

M. Laagab a également souligné qu'une commission du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique s'est rendue à Tissemsilt, récemment, pour évaluer l'état de préparation des infrastructures et des équipements de l'Ecole normale de la wilaya, afin d'assurer les conditions pédagogiques et d'hébergement adéquates pour les nouveaux étudiants.

Relizane

Début de réalisation
de quatre établissements
scolaires

La wilaya de Relizane a récemment lancé la réalisation de quatre (4) établissements scolaires destinés à renforcer les infrastructures du secteur de l'éducation et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a-t-on appris, mardi, auprès de la Direction des équipements publics. Il s'agit de collèges d'enseignement moyen (CEM) de type "6" implantés dans les communes de Ammi Moussa, Oued R'hiou, Yellal et Bendaoud, selon la même source.

Les délais de réalisation de ces structures sont fixés entre 8 et 10 mois, affirme-t-on de même source, détaillant que ces CEM comprendront 24 salles de classe, 4 laboratoires, 2 salles d'informatique, 2 ate-

liers d'éducation musicale, une salle de lecture, une salle de sport, ainsi qu'un amphithéâtre.

Ils disposeront également de structures administratives et de logements de fonction, selon la même direction.

Pour rappel, la wilaya avait bénéficié, lors de la précédente rentrée scolaire, d'une annexe de lycée dans la commune de Belacel Bouzegza et d'une école primaire au douar Boukerouas de la commune d'El Matmar, en plus de l'ouverture de 12 nouvelles cantines scolaires.

A noter que le secteur de l'éducation dans la wilaya de Relizane compte 678 établissements scolaires, dont 493 écoles primaires, 125 CEM et 60 lycées.

Adrar

Un incendie ravage une
centaine de palmiers

Pas moins de 115 palmiers-dattiers ont été ravagés dans un incendie qui s'est déclaré dans la palmeraie de Ksar Adgha à Adrar, et aucune perte humaine n'a été enregistrée, a-t-on appris lundi des services de la Protection civile. L'intervention rapide des sapeurs-pompiers soutenus par des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) a permis, en huit heures, de limiter les dégâts et d'éviter la propagation des flammes aux palmeraies voisines, a-t-on précisé.

D'importants moyens logistiques, dont des camions anti-incendie de la colonne mobile de la Protection civile, des camions citernes de l'ANP et un engin relevant des services des Travaux-publics, ont été mobilisés pour maîtriser l'incendie, qui s'est déclaré dimanche soir.

Les mêmes services ont rappelé les mesures indispensables que les agriculteurs notamment doivent respecter dans le cadre de prévention et de lutte contre les feux de palmeraies.

Bordj Bou Arreridj Campagne de contrôle des véhicules de transport public

Une campagne d'inspection et de contrôle des véhicules de transport public des personnes, des marchandises et des taxis a été lancée dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a-t-on appris lundi auprès du directeur de wilaya des transports, Ali Barkat.

Le même responsable a précisé à l'APS que cette campagne de contrôle sur terrain, lancée par la cellule de contrôle et d'inspection de la

direction des transports en coordination avec les services de la sûreté de wilaya vise à vérifier le respect par les propriétaires de bus de transport public et des taxis urbains des conditions de sécurité et d'hygiène contenues dans le cahier des charges y compris concernant la tarification légale et verbaliser les contrevenants et s'assurer également de la conformité des véhicules aux normes en sui-

vant les rapports périodiques de contrôle technique, notamment les bus.

La même source a indiqué que cette campagne se poursuivra à travers toutes les communes de la wilaya dans le cadre des efforts visant à assurer des services de transport à la hauteur des aspirations des citoyens de wilaya qui constitue une région de transit à la jonction de plusieurs wilayas.

Sétif Un atelier clandestin de fabrication d'armes et de munitions démantelé

Les éléments de la brigade de sécurité et d'intervention de la gendarmerie nationale d'Ain Azel (sud de Sétif) ont démantelé un atelier clandestin de fabrication d'armes et de munitions situé dans la commune de Beida Bordj, selon un communiqué publié lundi par le groupement territorial de ce corps constitué.

La même source indique que l'opération a été menée après avoir reçu des informations selon lesquelles un ate-

lier clandestin a été aménagé au domicile du dénommé A.M, dans la mechta Guetlatla (Beida Bordj) et utilisé pour la fabrication d'armes traditionnelles et de munitions.

Les gendarmes, appuyés par leurs collègues de la brigade cynotechnique, se sont rendus sur les lieux et perquisitionné le domicile du suspect (A.M) où un fusil de chasse à double canon, et un autre à canon unique, ont été découverts et saisis.

Un atelier clandestin contenant des outils y a également été découvert (derrière le domicile), servant à la fabrication des armes, selon le même document qui précise que le suspect a été arrêté et conduit au siège de la brigade pour complément d'enquête.

Un dossier finalisé sera soumis aux autorités judiciaires territorialement compétentes, conclut le communiqué de groupement de la gendarmerie nationale.

Une bande de voleurs de bétail neutralisée

Les éléments de la 2ème sûreté de daïra d'El Eulma (Est de Sétif) ont démantelé une bande criminelle constituée de 5 individus spécialisés dans le vol à main armée de bétail, et récupéré 30 moutons volés, indique un communiqué publié lundi par la sûreté de wilaya.

Le document précise que l'opération policière a été effectuée après la réception d'un appel téléphonique sur le numéro vert de la sûreté (1548) faisant état d'un vol par des inconnus de plusieurs moutons dans une exploitation privée.

Des groupes d'intervention, immédiatement formés, se sont rendus sur les lieux et procédé à l'arrestation d'un individu suspect qui a été conduit au siège de la sûreté de daïra, ajoute le communiqué, soulignant que la poursuite de l'enquête et le recueil de preuves ont abouti, en concertation avec le parquet, à l'interpellation de 4 autres individus impliqués dans le vol.

Les cinq suspects, âgés de 27 à 42 ans, déjà impliqués dans des affaires similaires, ont été arrêtés, tandis que l'ensemble du troupeau volé, constitué de 30 têtes d'ovins,

a été récupéré avec saisie d'une arme à feu traditionnelle et d'outils utilisés pour les vols, ainsi que d'un véhicule utilitaire ayant servi aux déplacements des malfaiteurs et au transport des bêtes.

Après finalisation de l'enquête, les moutons ont été restitués à leur propriétaire et un dossier pénal a été élaboré pour "formation d'une association de malfaiteurs aux fins de préparer un vol de bétail avec utilisation d'arme à feu" à l'encontre des 5 malfaiteurs qui ont été déférés au tribunal d'El Eulma, conclut le communiqué.

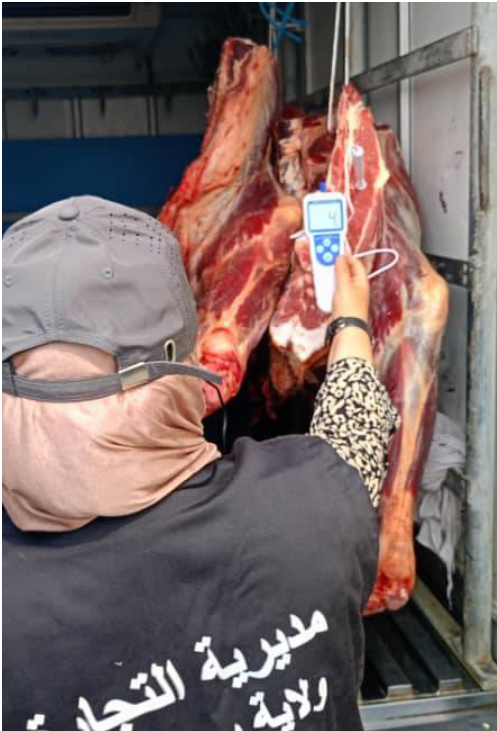
Guelma

Trois quintaux de denrées et viandes impropres à la consommation saisis

Les agents des brigades de contrôle de la qualité et de répression de la fraude de la direction du commerce de Guelma ont saisi depuis début août courant trois quintaux de denrées et viandes rouges et blanches impropres à la consommation humaine, apprend-on lundi auprès de la direction du secteur.

Il s'agit, notamment de 55 kg de viandes blanche et rouge impropres à la consommation et de quantités de divers autres produits alimentaires mis en vente sans respect des conditions d'hygiène et de conservation ou au-delà de la date de péremption, ont indiqué les services de la direction du commerce.

La saisie de ces produits présentant de graves dangers pour la santé des consommateurs a été effectuée au terme de 1.228 interventions des brigades de contrôle de la qualité et de répression de la fraude depuis le début de mois d'août courant à ce jour à travers les commerces et restaurants de la wilaya, a souligné la même source. Les sorties de terrain des agents de contrôle au cours du mois en cours ont donné lieu à 88 verbalisations et la fermeture de deux boucheries, selon la même source.



Boussaâda

Le musée Nasredinne Dinet accueille une exposition internationale d'arts plastiques

Le Musée public national Nasreddine-Dinet de la wilaya déléguée de Boussaâda (M'sila) abrite depuis lundi soir une exposition internationale d'arts plastiques, organisée sous le slogan «Boussaâda vue par les artistes», en présence d'un public nombreux.

"Au total 31 artistes venus de 17 pays participent à cette exposition en donnant à admirer 48 toiles inspirées de différentes écoles, représentatives de la diversité des cultures et de la créativité en matière de beaux-arts", a indiqué, en marge de la cérémonie d'ouverture, la présidente de l'association cultu-

relle «En-Nour», Nour El Houda Choutela, initiatrice de cet événement.

Elle a ajouté qu'en parallèle à cette exposition, qui se poursuivra jusqu'au 29 août, de nombreuses activités culturelles et touristiques seront organisées à l'image de l'ouverture d'ateliers interactifs et de visites guidées vers les principaux sites de la «cité du bonheur» à l'effet de promouvoir et d'encourager les échanges culturels.

Mme Choutela a également considéré que de tels événements culturels «constituent un moment fort de la créativité artistique et forment une passerelle de

communication et de rapprochement entre les peuples», tout en ouvrant de nouveaux espaces qui permettent aux artistes d'échanger leurs expériences et de faire étalage de leur talent.

De son côté, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), a indiqué que l'organisation de cet événement à Boussaâda «démontre le prestige dont jouit cette ville», avant d'ajouter que l'objectif de la manifestation consiste à impulser de futurs projets artistiques et de faire de cet événement culturel le rendez-vous d'artistes de différents horizons.

Blida

L'incendie de Hakou Feraoun «totalement maîtrisé»

Les équipes opérationnelles de la Protection civile, des services des forêts et de l'Armée nationale populaire (ANP), mobilisées pour éteindre l'incendie qui s'était déclaré dimanche après-midi dans la forêt de Hakou Feraoun, commune de Chréa dans la wilaya de Blida, ont réussi, lundi, à "maîtriser totalement le feu", a indiqué la Protection civile dans un communiqué.

"L'incendie de Hakou Feraoun est totalement maîtrisé. Les opérations de refroidissement et d'extinction de quelques foyers résiduels, sans danger, se poursuivent encore", a précisé la même source.

L'opération d'extinction s'est prolongée jusqu'à tard dans la nuit de dimanche et durant toute la journée de lundi, mobilisant d'importants moyens humains et matériels, est-il souligné.

Un poste de commandement opérationnel a, par ailleurs, été installé afin de coordonner les différentes interventions de terrain, avait indiqué le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire dans un communiqué. Le dispositif de lutte a été renforcé par des moyens et effectifs supplémentaires, à savoir la colonne mobile de lutte contre les feux de forêts de Blida, la colon-

ne mobile relevant de l'Unité nationale et celle de Médéa, ainsi que le détachement régional de lutte contre les feux de forêts de la wilaya de Chlef, selon le même communiqué. Il s'agit également de la mobilisation d'un hélicoptère MI-26 et d'un avion bombardier d'eau BE-200, relevant de l'Armée nationale populaire (ANP), selon la même source.

Le wali de Blida, Ibrahim Ouchen, accompagné du Directeur général de la protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, s'est rendu sur les lieux de l'incendie pour suivre de près les opérations d'extinction des flammes.

Deux forages mis en service à Mouzaia

Deux (2) nouveaux forages d'eau ont été mis en service, lundi, dans la commune de Mouzaia, dans l'ouest de Blida, en vue d'améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) dans cette région.

Supervisant l'opération, le wali de Blida, Ibrahim Ouchen, a souligné que ces deux forages vont renforcer le système d'approvisionnement de la commune, avec un débit quotidien estimé à 1.500 M3, ajoutant que "les efforts se poursuivront pour consolider davantage ce dispositif, notamment grâce à une dotation en eau dessa-

lée de 1.700 M3/ jour destinée à la commune de Mouzaia".

Le wali a précisé que l'amélioration de la distribution d'eau dans la wilaya de Blida se poursuit en permanence, avec la réalisation régulière de nouveaux forages, en attendant l'apport supplémentaire en eau dessalée de l'usine de Fouka 2 (Tipasa), qui profitera aux communes de Guerouaou et Soumaâ.

Cette démarche sera ensuite élargie à l'Est de la wilaya afin de répondre à la demande croissante en eau potable sur l'ensemble du territoire

de la wilaya de Blida.

Par ailleurs, le wali a fait savoir que le programme de 2025 est "quasi achevé", et que six (6) forages ont déjà été réceptionnés sur les huit (8) prévus pour l'année en cours. L'objectif principal de ce programme est d'assurer un approvisionnement régulier et de couvrir les besoins de l'ensemble des habitants de la wilaya, a-t-il rappelé.

A noter que la wilaya a mobilisé une enveloppe de 16 milliards de centimes pour concrétiser le programme de huit (8) forages répartis entre El Affroun (2), Mouzaia (2), Boufarik (1), Beni Tamou (1), Oued El Aleug (1) et Chiffa (1). Ces deux (2) derniers forages sont prévus à l'entrée en service "prochainement", selon les responsables du secteur.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

03 rabie el aouel 1447

El Fedjr 04h44	Dohr 12h50	Assar 16h27	Maghreb 19h31	Icha 20h49
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

El Fedjr 04h31	Dohr 12h36	Assar 16h13	Maghreb 19h17	Icha 20h35
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Ligue 1 - Mercato estival 2025-2026 A six jours de la clôture, état des lieux

M. Zeggai

A quelque six jours de la fin du mercato, nous avons jugé utile de vous présenter la situation du marché des transferts qui a déjà livré plus d'une centaine de transactions, marquées notamment par l'arrivée de plusieurs joueurs étrangers au moment où d'autres clubs n'ont pas encore achevé leur recrutement. Par ailleurs, en attendant la clôture du délai de ce mercato, des rumeurs circulent avec insistance faisant des probables arrivées des Belfodil au MCO, Zeffane à l'Espérance de Mostaganem, et des joueurs africains au sein du MCA, CRB, l'USMA ou la JSK.

Le plafonnement des salaires a quelque peu freiné l'ardeur de certains dirigeants mais pas tous les clubs, certains n'ont pas hésité à investir massivement.

On note également des choix surprenants : de nombreuses équipes ont procédé à l'engagement des joueurs avant même celui de l'entraîneur. D'autres ont misé sur la quantité plus que la qualité.

Du côté des bancs, la stabilité est rare: seules quatre équipes, la JSK, le CRB, l'ESM et le PAC ont maintenu le même entraîneur alors

que la valse des entraîneurs a touché douze formations. La tendance générale met en évidence un manque de continuité: projet sportif, stabilité de l'effectif et cohérence dans l'encadrement technique semblent relégués au second plan.

Voici par ailleurs les principaux transferts

JSK Josaphat Arthur Bada (Côte d'Ivoire), Mahious (CRB), Bellaouel (CSC), Benatia (MCO), Mouali (MCA), Belaid (ex-Saint Trond de Belgique) ESM Benamara (MCO), Motrani (MCO), Benkhelifa (ESS), El Mouaden (MCEB), Haroun (O Akbou), Toumi (MCEB), Lamri (O. Akbou) CRB Redon Xhixha (Albanie), Kassis (PAC), Belhocini (CSC), Benhamouda (Tunisie), Ouassaa (O. Akbou) ESS Gibril Sillah (Gambie), Bouziane (USMH), Hamidi (MCA), Daibeche (CRB), Salifu Mudarisu (Ghana), Biramahire abeddy (Rwanda) MCA Bouguerra (CSC), Alex Guendouz (Persépolis FC d'Iran), Cassius Mailula (Afrique du Sud), Alhassane Bangoura (Guinée) MCO Oussama Kadoour (USMK), Hamra (ASO), Edwin (ASO), Aoudjene (ESM), Belkhiter (ASO), Embarek (USMA) OA Bencherifa (Iti-

had Tanger), Hitala (ESM), Romaric Ouattara (MCA), Boussalem (USB), Ady Sis-soko (Mali), Amriche (JSK), Hamroun (CRB) USMK Morsli (PAC), Randy Essang Matouti (Gabon), Franck Etouga Mbella (Cameroun), Ezmani (ESM), Mokadem (JSK), Chekal (JSK), Gherab (JSS) CSC Chikhi (ESS), Bouzekri (MCA), Berkane (NCM), Bensayah (Al Adalah FC Arabie Saoudite) MBR Merzougui (MCA), Maâchou (CRB), Amrane (NCM), Othmani (Bizerte), Nezla (JSK), Siaka Bagayoko (Mali), Hamidu Abdul Fatawu (Ghana), Belaâribi (MCEB) MCEB Had-dad (JSD), Dahmani (O Akbou), Aâdjout (O Akbou), Ghanem (O Akbou), Benyahia (CAB), Bencherif (NCM), Merouani (NM), Kheniche (WAM), Meddah (ESM) ESBA Nounoua (ASO), Yettou (PAC), Chahrour (MCEBb), Chaâraoui (USMK), Souibaâ (JSS), Saâd Abdejelil (USB), Temimi (ESM) USMA Che Malone (Cameroun), Dehiri (retour prêt Al Kadisia El Koweiti), Bouderbala (USMH), Draoui (MCA) PAC Samba Koné (Côte d'Ivoire), Reguieg (ESS), Naâmani (USMA), Moussaoui (MCA) JSS Wayon Constant (Côte d'Ivoire) ASO Belaâlem (MCEB)

LFP - Commission de discipline Les premières sanctions de la saison tombent

M. Z.

Après étude des dossiers de la première journée du championnat, la commission de discipline a pris les sanctions qui s'imposent en tenant compte des rapports des différents officiels des rencontres. Trois dirigeants seront suspendus jusqu'à leur audition, prévue aujourd'hui. Il s'agit du directeur général de l'Olympique Akbou, Karim Takka pour

son comportement jugé antipportif et le dirigeant Djene Fares Belkacem qui a été l'auteur d'une tentative d'agression sur le joueur Masmoudi de l'ESM en fin de partie. Le troisième est le soigneur du CS Constantine, Mekhilef Bahae Ed-dine, qui est suspendu jusqu'à nouvel ordre en attendant son audition. A noter que le dossier du match O. Akbou-ES Mostaganem reste ouvert jusqu'à complé-

ment d'informations pour d'éventuelles sanctions. Pour sa part, Belamri est le premier joueur expulsé du championnat après deux cartons jaunes et a pris un match ferme assorti d'une amende de 100.000 DA. D'autre part, des amendes financières ont été infligées pour jets de fumigènes. C'est ainsi que la JS Saoura et l'USM Khenchela devront s'acquitter, chacune, d'une amende de 30.000 DA.

WA Tlemcen Le Wided vers le forfait

M. Zeggai

La question se pose avec insistance : le Wided de Tlemcen va-t-il déclarer forfait et se retirer du championnat ? Le club des Zianides traverse actuellement une crise sans précédent aggravée de pénalités financières.

Cette situation a plongé la direction dans l'impossibilité de qualifier les nouvelles recrues, pourtant indispensables au renforcement de l'effectif. Les supporters, inquiets, estiment que le club mérite une subvention exceptionnelle ou une aide budgétaire au même titre que d'autres

formations qui bénéficient de soutiens institutionnels. Dans l'attente d'une issue, ils suivent avec appréhension l'évolution du dossier, craignant que l'absence de solution rapide n'entraîne des préjudices irréversibles pour leur équipe préférée.

En effet, dans l'entourage du club, on se dirige vers le forfait au grand dam des milliers d'inconditionnels des «Bleu et Blanc».

Le spectre du retrait du championnat plane en attendant l'intervention des autorités locales. Les responsables du Wided lancent un S.O.S pour essayer de sauver le club d'une situation désastreuse

Equipe nationale (U16/ garçons) Fin du stage à Sidi Moussa

La sélection nationale de football des moins de 16 ans, dirigée par l'entraîneur Karim Ziani, a clôturé, avant hier, son stage de préparation au Centre technique national de Sidi Moussa, après six jours de travail intensif, a indiqué un communiqué de la Fédération algérienne de football. Le regroupement a pris fin par l'organisation d'un match d'application face au CR Belouizdad. Durant

ce regroupement, le sélectionneur national a posé les premiers jalons d'évaluation et de structuration du groupe.

D'autres regroupements seront programmés prochainement afin d'affiner l'ossature de l'équipe et d'arrêter la liste des joueurs appelés à représenter la nouvelle catégorie U16, récemment mise en place. Il est à rappeler que Karim Ziani et son staff technique avaient

convoqué 31 joueurs locaux, pour ce stage qui a débuté le 20 août. C'est la première expérience pour Ziani (43 ans) sur le banc d'une sélection nationale, six années après avoir mis fin à sa carrière de joueur en 2019, sous le maillot de l'US Orléans (France). Avec 62 sélections avec les «Verts», Ziani est considéré comme l'un des joueurs les plus emblématiques de l'histoire de l'équipe nationale.

Mercato Vers le retour de Boulaya en France



Farid Boulaya est annoncé en Ligue 1. Trois ans après avoir quitté la France, le milieu offensif algérien pourrait rejoindre le FC Lorient. Selon plusieurs échos relayés dans la presse et sur les réseaux sociaux, les Merlus seraient en discussions pour tenter d'attirer l'ancien meneur de jeu du FC Metz. Rien n'est encore confirmé, mais l'hypothèse

se prend de l'ampleur à l'approche de la clôture du mercato. Libre depuis la fin de son aventure au Qatar, où il a porté successivement les maillots d'Al-Gharafa et d'Al-Wakrah, Boulaya chercherait un nouveau défi.

À 32 ans, un retour dans l'élite française fait de plus en plus de bruit. Pour Lorient, en quête de créativité et d'expérience pour

consolider son maintien, la piste Boulaya aurait du sens. Reste à savoir si ce rapprochement se concrétisera réellement. Boulaya acceptera-t-il de relever un nouveau défi en Bretagne ? Et Lorient officialisera-t-il ce pari audacieux avant la fin du mercato ?

Autant de questions qui alimentent l'attente des supporters qui attendent ce retour.

La vie des clubs Hamroune (CRB) opte pour l'O. Akbou

L'Olympique Akbou a officielisé avant-hier la signature de Hamroune (ex-CRB), bouclant ainsi son mercato estival par un renfort de taille. Hamroune est connu pour sa polyvalence sur le front de l'attaque ce qui constitue un atout considérable pour l'Olympique Akbou, qui aspire à faire mieux que la saison écoulée en Ligue 1. Avec son expérience acquise à la JS Kabylie et au CR Belouizdad, Hamroune pourrait éventuellement rendre de précieux services à l'Olympique. Selon un communiqué, le club souligne qu'il s'agit là de la dernière recrue estivale. Avec l'arrivée de Hamroune, l'Olympique Akbou espère franchir un palier supplémentaire comme l'exigent leurs supporters.

- **Boualia (ex-JSK) signe un contrat de quatre ans avec l'ES Tunis**

L'Espérance Sportive de Tunis a officialisé la signature de l'ailier droit de la JSK, Kouceila Boualia. Le joueur de 24 ans, formé et révélé à la JS Kabylie, a été présenté par son nouveau club sur les réseaux sociaux.

Quelques instants plus tôt, la JSK avait tenu à remercier son désormais ex-joueur, lui souhaitant bonne chance dans cette nouvelle étape de sa carrière.

Auteur de 117 rencontres et 36 buts sous les couleurs des Canaris depuis son intégration au groupe professionnel en 2020, Boualia quitte ainsi la JSK après quatre saisons pleines.

Avec ce transfert, Kouceila Boualia s'offre une deuxième expérience en club dans sa jeune carrière, et l'ES Tunis mise sur lui pour dynamiser un secteur offensif en quête de régularité depuis le début de saison.

- **JS Bordj Menaïel: Slimani nouvel entraîneur**

Sid Ahmed Slimani a été officiellement nommé à la tête de la barre technique de la JS Bordj Menaïel en remplacement de Zaoui Karim qui a quitté pour la deuxième fois les «Coquelicots» après la JSM Tiaret. Le technicien Tlemcénien compte refaire le même coup réalisé la saison dernière avec l'ESM Koléa avec laquelle il a réussi une belle saison.

- **Du renfort pour le CA Batna**

Du nouveau au CAB. Abid, l'attaquant de l'USM Harach et Zerman, l'avant-centre du NRB Telegma, viennent de rejoindre le Chahab Batna pour renforcer son compartiment offensif. Bonne affaire réalisée par les dirigeants qui aspirent à joueur les premiers rôles lors du prochain exercice.

M.Z.

Kenya

Dans un bidonville des femmes récoltent du plastique contre un accès à des sanitaires

Depuis 31 ans qu'elle vit à Kibera, le plus grand bidonville du Kenya, l'accès à l'eau et l'assainissement restent rares et chers pour elle comme pour la plupart des habitants. De petits groupes informels contrôlant l'accès au précieux liquide imposent souvent des prix inabordables.

L'ONG Human Needs Project (HNP, projet pour les besoins humains), cherche depuis une dizaine d'années à atténuer cette précarité.

Les résidents peuvent échanger des plastiques qu'ils ont récupérés contre des «points verts». Ces crédits leurs permettent ensuite d'utiliser des toilettes, des douches, un service de blanchisserie ou d'obtenir des repas.

«Avec mes points verts, je peux maintenant accéder à des toilettes et une salle de bain confortables et propres à tout moment de la journée», se réjouit Molly Aluoch.

L'octogénaire dépensait auparavant 10 shillings (7 centimes d'euros) à chaque fois qu'elle devait se soulager ou se doucher. Un budget important par rapport aux 200 à 400 shillings (1,3 à 2,6 euros) que gagnent quotidiennement nombre d'habitants de Kibera, qui doivent avec si peu d'argent également se loger, se nourrir, se vêtir, payer l'éducation de leurs enfants...

«Cela signifiait que sans argent, je ne pouvais pas utiliser de toilettes», se souvient la vieille dame, qui emploie désormais les fonds économisés pour donner à manger à ses trois petits-enfants.

Molly Aluoch, une accoucheuse traditionnelle, fait partie d'un groupe d'environ 100 femmes qui collectent des plastiques en échange de «points verts». Elle les apporte à un centre HNP, situé à environ 200 mètres de chez elle. Un kilo de plastiques lui procure 15 points verts, équivalant à 15 shillings.

Depuis 2015, le projet a distribué plus de 50 millions de litres d'eau et permis plus d'un million d'utilisations de toilettes et de douches.

«PLUSIEURS JOURS SANS EAU»

Un grand pas en avant pour ses bénéficiaires tant l'eau est une ressource précieuse à Kibera: il est ainsi fréquent que des vendeurs créent des pénuries artificielles pour augmenter les prix, ruinant les habitants impécunieux.

Alors que le service des eaux de Nairobi fac-

Appuyée sur une béquille, Molly Aluoch, 85 ans, avance péniblement depuis sa petite chambre aux murs tapissés de terre. Sur son dos, un sac de plastiques usagés qu'elle peut échanger contre une douche ou des toilettes.



ture entre 0,5 et 0,7 euro le mètre cube pour les foyers connectés, les habitants de Kibera doivent dans les pires moments déboursier jusqu'à 17 dollars pour la même quantité.

«Nous pouvions passer plusieurs jours sans eau», soupire Magret John, 50 ans, mère de trois enfants, dont la vie s'est grandement améliorée.

«Le point d'eau est à ma porte. L'approvisionnement est constant et l'eau est propre. Tout ce que je dois faire, c'est collecter des plastiques, obtenir des points, les échanger et

obtenir de l'eau», souligne-t-elle. Le projet bénéficie particulièrement aux femmes et aux filles en leur garantissant «des services sanitaires adéquats» pendant qu'elles ont leur règles, souligne John, qui vit depuis neuf ans à Kibera. Avec 10 points d'eau répartis à travers le bidonville, HNP dit protéger les résidents des prix abusifs des vendeurs informels tout en s'attaquant au problème croissant des déchets à Kibera.

«Quand les gens ne peuvent pas accéder à des toilettes et des salles de bain dignes, c'est

l'environnement qui en pâtit», observe le directeur des partenariats stratégiques du HNP, Peter Muthaura. Au premier trimestre 2025, les habitants de Kibera ont ainsi récolté deux tonnes de plastiques recyclables, souligne HNP.

Pour Molly Aluoch, chaque sac de plastiques et chaque point vert gagné vont au-delà du seul accès à l'eau.

«Ma prière est que ce projet s'étende à chaque coin de Kibera», lance-t-elle, afin qu'il «atteigne des milliers de femmes dont la dignité a été volée par l'absence de services sanitaires».

Essence de grands parfums

Le jasmin égyptien se fane sous le réchauffement

Depuis des années, Wael al-Sayed sillonne les champs du delta du Nil pour récolter les fleurs de jasmin qui finiront dans les flacons des grandes maisons de parfum. Mais ces derniers étés, les pétales se raréfient et leur parfum s'évanouit.

«C'est la chaleur», soupire M. al-Sayed, 45 ans, qui cultive depuis près de dix ans le jasmin à Chobra Beloula, village du delta du Nil à une centaine de kilomètres au nord du Caire et haut lieu de cette production en Egypte.

A mesure que les températures grimpent, explique-t-il, les floraisons se raréfient. En deux ans, sa récolte quotidienne est passée de six kilos à seulement deux ou trois.

Dans cette région fertile, le jasmin fait vivre des milliers de familles depuis des générations. De juin à octobre, elles se rendent dans les champs entre minuit et l'aube, quand les fleurs exhalent leur parfum le plus intense.

Mais les vagues de chaleur, les sécheresses prolongées et la prolifération de parasites liés au dérèglement climatique menacent cet héritage. Confrontés à des récoltes de plus en plus maigres, certains finissent par renoncer.

D'autres, comme M. al-Sayed, s'accrochent. Cette année, il a dû faire appel à sa femme et deux de ses enfants - âgés de neuf et dix ans - pour l'aider sur leur parcelle de 350 m². «On n'a pas le choix», explique-t-il, résigné.

TROP CHAUD POUR FLEURIR

Selon A. Fakhry & Co, principal transformateur du pays, l'Egypte fournit près de la moitié de la concrète de jasmin produite dans le monde, cette pâte cireuse qui entre dans la composition des plus grands parfums de luxe.

Dans les années 1970, le pays en produisait 11 tonnes par an, selon la Fédération Internationale des Huiles Essentielles. Aujourd'hui, la production plafonne à 6,5 tonnes, affirme A. Fakhry & Co.

Ali Emara, 78 ans, cueille le jasmin depuis l'âge de 12 ans. «Les étés étaient chauds, mais pas comme maintenant», dit-il.

Mohamed Bassiouny, 56 ans, et ses quatre fils ont vu leur récolte fondre de 15 à 7 kilos, malgré des journées de plus de huit heures.

Le jasmin de la région est particulièrement sensible à la chaleur et à l'humidité, explique Karim Elgendy, du Carboun Institute, un think tank néerlandais spécialisé dans le climat et l'énergie. «Les températures élevées peuvent perturber la floraison, altérer la concentration en huile essentielle (...) et diminuer le rendement», explique-t-il.

Un rapport de l'Agence Internationale de l'Energie, publié en 2023, révèle que la température moyenne en Egypte a augmenté de 0,38°C par décennie entre 2000 et 2020 - soit plus vite que la moyenne mondiale.

La chaleur émousse la puissance olfactive du jasmin, dépréciant l'huile précieuse qui en est extraite, explique Badr Atef, directeur chez A. Fakhry & Co. Dans le même temps, les nuisibles - acariens et vers des feuilles - prolifèrent sous ces températures extrêmes, aggravant encore la situation. A Grasse (France), capitale mondiale du parfum, Alexandre Levet, PDG de la French Fragrance House, constate lui aussi l'ampleur des dégâts: «Des dizaines d'ingrédients naturels souffrent déjà du dérèglement climatique», explique-t-il à l'AFP, ajoutant que de nouveaux terroirs émergent à mesure que les anciens deviennent incertains.



REVENUS DÉRISOIRES

Le delta du Nil se révèle particulièrement exposé: la montée de la Méditerranée modifie la salinité des sols, plaçant les cultivateurs de jasmin en première ligne. Ces derniers sont «complètement livrés à eux-mêmes», dénonce le sociologue Saker El Nour. Ils n'ont «aucun pouvoir» dans une industrie qui dépend pourtant entièrement de leur travail.

Alors que les grandes maisons de parfum écoulent le kilo d'absolue de jasmin - une huile essentielle pure - à plus de 5.000 euros, les cueilleurs égyptiens, eux, ne reçoivent que 105 livres égyptiennes, soit à peine deux euros, pour chaque kilo de fleurs récoltées. Or il faut près d'une tonne de pétales pour extraire seulement

2 à 3 kilos de concrète, et une quantité plus infime encore d'huile essentielle.

«Que valent 100 livres aujourd'hui ? Rien», tranche M. al-Sayed.

Depuis 2022, la livre égyptienne a perdu plus des deux tiers de sa valeur, entraînant une flambée des prix et plongeant plusieurs familles dans une précarité extrême. En juin, les cueilleurs ont mené une grève inédite pour exiger que leur rémunération soit portée à 150 livres égyptiennes par kilo. Mais face à des prix verrouillés par une poignée de transformateurs privés, ils n'ont arraché qu'une maigre augmentation de 10 livres. D'année en année, les revenus s'érodent, tandis que le réchauffement climatique menace l'existence même de cette communauté. «Des villages entiers pourraient devenir invivables», prévient M. Elgendy.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA : AIN-TEMOUCHENT
DAIRA : AIN KIHAL
COMMUNE : AINKIHAL

**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES**
N°: 10/2025

Le Président de l'assemblée populaire communale d'AIN KIHAL lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du projet intitulé:
ETUDE, SUIVI ET REALISATION POUR L'AMENAGEMENT A HAI SIDI ZIDOUR COMMUNE D'AIN KIHAL
LOT N° 01 : TRAVAUX VOIRIE, ASSAINISSEMENT
LOT N° 02 : TRAVAUX AMENAGEMENT
 Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer les cahiers des charges auprès du bureau des marchés de la commune de AIN KIHAL contre paiement de: 5.000,00DA (Frais de tirage).
A toutes les entreprises publiques ou privées ayant la qualification 5 CINQ ou plus dans l'activité principale travaux public pour lot N°01 (TRAVAUX VOIRIE, ASSAINISSEMENT)
A toutes les entreprises publiques ou privées ayant la qualification 4 QUATRE ou plus dans l'activité principale bâtiment pour lot N° 02 (TRAVAUX AMENAGEMENT)
 Les soumissions doivent être présentées en trois (03) offres distinctes, accompagnées obligatoirement des pièces administratives suivantes :
1/ DOSSIER DE CANDIDATURE:
 La déclaration de candidature, La déclaration de probité, le statut s'il s'agit d'une société, Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise, Certificat de qualification et de classification professionnelle
ETUDE, SUIVI ET REALISATION POUR L'AMENAGEMENT A HAI SIDI ZIDOUR COMMUNE D'AIN KIHAL
LOT N° 01 : TRAVAUX VOIRIE, ASSAINISSEMENT
LOT N° 02 : TRAVAUX AMENAGEMENT
 Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les entreprises, moyens financiers et techniques avec justificatifs.
2/OFFRE TECHNIQUE:
 La déclaration à souscrire, mémoire technique justificatif, délai et planning de réalisation, cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
3/OFFRE FINANCIERE:
 La soumission conforme au modèle annexé au cahier des charges, le cahier des prescriptions spéciales, le cahier des prescriptions communes, le bordereau des prix unitaires, le devis quantitatif et estimatif.
 Le dossier de candidatures, l'offre technique et l'offre financière doivent être contenues dans trois (03) enveloppes distinctes et comporteront le nom et l'adresse du soumissionnaire.
 Les trois enveloppes fermées et cachetées doivent être contenues dans une seule enveloppe anonyme adressée à Monsieur le Président de l'A.P.C d' AIN KIHAL et devra porter la mention :
« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres »
**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES**
N°: 10/2025
ETUDE, SUIVI ET REALISATION POUR L'AMENAGEMENT A HAI SIDI ZIDOUR COMMUNE D'AIN KIHAL
LOT N° 01 : TRAVAUX VOIRIE, ASSAINISSEMENT
LOT N° 02 : TRAVAUX AMENAGEMENT
 Le délai de préparation des offres est fixé à 15 jours à compter du premier jour de publication de l'avis d'appel d'offres dans les journaux nationaux.
 La date limite de dépôt des offres est fixée au 15^{ème} jour à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans les journaux nationaux ou le BOMOP à 14H00.
 Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 105 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.
 L'ouverture des plis se tiendra en séance publique le dernier jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à 14H00 et ce, au niveau du siège de l'A.P.C d' AIN KIHAL, si le jour de dépôt des offres ou d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
 Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires à assister à la dite séance publique.

AIN KIHAL LE: 27/08/2025
LE PRESIDENT DE L'A.P.C

ANEP N° 2531011931 Le Quotidien d'Oran 27/08/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة السكن والعمران والمدينة
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
ديوان الترقية والتسيير العقاري ولاية عين تموشنت
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE LA WILAYA D'AIN TEMOUCHENT

Numéro d'Identification Fiscale (NIF) : 097646019044907-01

AVIS D'INFRUCTUOSITE
De la relance du 3^{ème} avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°31/D.M.O/O.P.G.I/2025

Conformément aux dispositions des articles 40 et 71 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de AIN TEMOUCHENT, déclare l'infiructuosité de la relance du 3^{ème} avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale N°31/D.M.O/O.P.G.I/2025 paru dans les quotidiens nationaux "المجتمع" en date du 03/08/2025 et "Le Quotidien d'Oran" en date du 03/08/2025 Relatif à la réalisation des 60/140/1000/2000 logements publics locatifs en TCE y compris les VRD, dans la wilaya de Ain Temouchent (programme 2024 - 2^{ème} tranche):
 7) Réalisation des 60/2000 logements publics locatifs en T.C.E y compris les VRD Tertiaires à AIN TOLBA, wilaya de AIN TEMOUCHENT, programme de l'année 2024 2^{ème} tranche.

Infructueux: et ce pour motif : Aucun plis n'a été déposé.

La directrice générale

ANEP N° 2531011888 Le Quotidien d'Oran 27/08/2025

APARTEMENTS

■ Loue gd appart, 75 m², F2, sdb, cuis, gd hall, situé ds une villa à El Morchid pour couple sérieux avec livret de famille, entrée indépendante. Courtier s'abstenir - Tél : 0553.07.99.29

■ A vendre F2, 3^e étage à Cap-Falcon, acté, livret foncier superficie 55 m², Tél : 0666.19.98.50. Entrée indépendante

■ A vendre F3 AADL 2 - Pôle urbain Chahid Ahmed Zabana - Misserghine ; site 2 -200 logements - Ilot 5. Contacter - 0775.33.62.48 / 0559.59.57.17

■ Loue à cité Jeanne d'Arc, Gambetta face la poste et la mairie un F4 plus balcon, ascenseur, au 5^e étage - Tél : 0559.15.04.58

VILLAS

■ Vends bâtisse de 252 m², garage rez de chaussée et deux étages ; construction récente, idéale pour une petite clinique à Maghnia - Tél : 0559.15.04.58

■ A vendre ou à louer villa, R+1, 225 m² à Gdyl (Hamar), avec garage + cour - Tél : 0550.43.31.74

■ Urgent : vd villa, actée 226 m², 2 façades, c/v de Terga, 45 min d'Oran. Prix 1,4 neg. Et à louer appart Canastel, 3^{ème} étage, 5U/mois, 10 mois d'avance - Tél : 0657.27.53.56

EMPLOIS

■ Recrute secrétaire, assistante, trilingue, maîtrisant l'outil informatique pour travaux de traduction au bd des Chasseurs Oran-Tél : 041.33.52.49 - 041.33.66.04

LOCAUX

■ Loue deux garages plus une cave avec dalle de sol, 48 bis avenue Khelifa Bouguerri (ex avenue d'Arcole) Tél : 0559.15.04.58

PENSÉE



A la mémoire de notre cher fils **ESSEGHIER Abdelkader**, décédé en Espagne. Quatre années déjà passées depuis que tu nous as quittés le 27.08.2021. Cette date sera gravée dans la mémoire. Toute la famille te pleure encore, tu as rejoint ta mère **BERRACHED Fatima** décédée le 06.01.2021, après 8 mois seulement. Nous ne pourrions jamais vous oublier. Vous êtes partis pour un meilleur monde entre ce triste souvenir, nous demandons à tous ceux qui les ont connus d'avoir une pieuse pensée à leur mémoire.
Ton père ESSEGHIER Abderrahmane et les soeurs

A Washington Rentrée scolaire tendue par crainte de la police de l'immigration

Ambiance tendue devant une école élémentaire d'un quartier de Washington: pour cette première rentrée depuis le retour au pouvoir de Donald Trump, des familles d'immigrés craignent à tout moment des descentes de police et des expulsions.



« Nous avons peur de sortir, nous ne savons pas ce qui pourrait nous arriver, nous ne sommes pas en sécurité », lâche à l'AFP Blanca, une mère de famille salvadorienne, qui a refusé de dire où se trouve l'école de ses enfants dans ce quartier de la capitale des Etats-Unis qui abrite une importante population d'origine latino-américaine.

Lundi, en cette rentrée de fin d'été radieuse à Washington, le quartier se serre les coudes pour protéger enfants et parents étrangers face au risque de raids de la police de l'immigration (ICE) que l'administration du président Donald Trump a lancée, dans tout le pays, aux troupes de millions de personnes qu'il dit en situation irrégulière.

La semaine dernière, le chef de l'ICE, Todd Lyons, a bien assuré sur la chaîne NBC News que ses agents en civil et masqués ne cibleraient pas lundi les écoles de Washington. Mais il a toutefois rappelé que « l'objectif » était de « retrouver 300.000 enfants sans-papiers débarqués ici sous la précédente administration » de démocrate Joe Biden.

«SE SENTIR EN SÉCURITÉ»

Selon des estimations officielles, Washington, ville multiculturelle et profondément démocrate, abriterait quelque 25.000 immigrés clandestins, sur une population d'environ 700.000 âmes.

Et bien que les écoles publiques de la ville ne demandent jamais la nationalité de leurs élèves, le Washington Post avait estimé en 2022, citant un élu local, qu'il y aurait 3.000 à 4.000 écoliers sans papiers.

Devant l'école, la peur est palpable, même dans le bruit des sifflets, tambours et rires des familles en ce jour de rentrée. Une femme américaine d'origine mexicaine, qui refuse de donner son nom, reconnaît qu'elle a pensé à ne pas envoyer sa fille à l'école lundi. Sachant que des

familles d'origine latino-américaine, résidant légalement aux Etats-Unis, ont été parfois arrêtées voire expulsées.

« Cela n'a rien à voir avec votre statut, cela a à voir avec votre apparence. Si vous avez l'air d'une hispanique dans la rue, malheureusement vous êtes une cible », déplore-t-elle auprès de l'AFP.

Convaincue finalement par ses voisines d'envoyer sa fille à l'école, elle rassure maintenant d'autres mères d'élèves: « Ne craignez rien. Nos gamins qui vont à l'école ont besoin de se sentir en sécurité et nous allons y parvenir toutes ensemble ».

«ECOLE OBLIGATOIRE»

A l'autre bout du pays, en Californie, les raids de l'ICE au printemps ont provoqué un pic d'absentéisme dans des établissements scolaires de l'Etat le plus peuplé du pays, gouverné par les démocrates, selon la National Education Association.

Mais Jeffrey Freitas, président de la fédération des instituteurs de Californie, rappelle que la Cour suprême des Etats-Unis avait jugé en 1982 qu'aucun Etat américain, qu'il soit démocrate ou républicain, ne pouvait empêcher un enfant sans-papier d'aller à l'école publique.

Alors, ce que l'administration Trump « est en train de faire est inhumain, en tentant d'instiller la peur », dénonce-t-il auprès de l'AFP.

« L'école est obligatoire pour chaque élève aux Etats-Unis », martèle l'instituteur.

Même au sein du très conservateur centre de réflexion Heritage Foundation, proche de Donald Trump, on confirme que « les enfants, quel que soit leur statut migratoire, peuvent aller à l'école publique, sans risque, conformément à la décision de la Cour suprême ». Mais, ajoute à l'AFP l'une de ses responsables, Lora Ries, « si quelqu'un est ici de manière illégale, il doit se mettre en règle avec la loi ».

2

08.35 La maison des Maternelles
09.50 Chacun son tour
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.55 Ça commence aujourd'hui
15.15 Affaire conclue
17.17 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
18.55 Journal Météo climat
19.00 Journal
20.00 Mot de passe : le duel

20.10 Astrid et Raphaëlle



Saison 3 - Ep 7 : Les fleurs du mal
Dans le cadre verdoyant du Jardin des Plantes, Françoise Martoli (Meledeen Yacoubi), conservatrice de la serre tropicale, est retrouvée sans vie près d'un arbuste hautement toxique. Les circonstances de sa mort intriguent Astrid (Sara Mortensen), qui découvre que les brûlures sur le visage de la victime ont été infligées post-mortem, un détail qui laisse présager une mise en scène macabre. Tandis que Raphaëlle (Lola Dewaere) s'immerge dans l'enquête, elle interroge l'entourage de Françoise, dont son frère Boris (Benoît Michel),...

3

08.02 Partie de campagne
08.45 Les Dalton
09.30 Mr Magoo
10.05 Marcus Level
10.50 Outremer, l'info
11.00 Régions d'ici
11.20 Dans le rétro
13.20 Rex
15.45 Duels en familles
16.20 Slam
17.05 Questions pour un champion
18.10 Hors la ville
18.15 ICI 19/20
18.50 Tout le sport
19.30 Le journal des talents

20.10 Fabuleuse Provence



Cette exploration visuelle retrace l'évolution de la Provence depuis ses premières occupations humaines. Captées depuis les airs à l'aide de dispositifs empruntés au cinéma, les images dévoilent des paysages associés à différentes époques : arrivée des premiers hommes, développement agricole, implantation grecque à Marseille, constructions romaines, tracés de voies et fondations urbaines. L'itinéraire traverse également l'arrière-pays médiéval. Le film articule géographie, climat, urbanisation...
21.45 Rashid, l'enfant de Sinjar

4

08.08 Les as de la jungle à la rescousse
08.41 Okoo-koo
08.58 Bluey
10.09 Masha et Michka
10.50 Les métiers
10.59 Les Croods
12.30 Scooby-Doo et la malédiction du 13e fantôme
13.38 Angelo la débrouille
14.25 Foot 2 rue
15.00 Molusco
16.45 Okoo-koo
17.25 Oscar & Malika
18.48 Au galop ! Une saison à cheval
19.30 T'es au top

20.00 Manu Chao et Radio Bemba Sound System



En septembre 2001, Manu Chao mettait le feu à la Grande Halle de La Villette à Paris en compagnie de son groupe sur scène, Radio Bemba Sound System. Une performance immortalisée par un album live qui regroupe les plus grands succès du chanteur franco-espagnol, tirés de sa période avec La Mano Negra, comme le classique Mala Vida, ainsi que de sa jeune carrière solo, tels que Clandestino ou encore Bongo Bong.
21.00 Delgres : Jazz à La Villette

5

09.00 Le doc du Mag santé
10.00 Les routes de l'impossible
11.00 Oasis
12.00 Sur la route
12.35 Le doc du Mag santé
13.40 Echappées belles
15.15 Imprévis
16.25 C dans l'air
17.55 Silence, ça pousse !
19.00 Vu
19.05 Le Zambèze, fleuve sauvage
20.00 J'ai un colis pour vous !
20.50 Les avions du bout du monde
21.40 C dans l'air
22.50 Planet Killers

arte

10.45 A la croisée des fleuves
11.30 Médecines d'ailleurs
12.00 Le piège des loverboys
14.50 Piaf, sans amour on n'est rien du tout
16.00 Cuisines des terroirs
16.25 Invitation au voyage
18.00 Destination nature : la Floride
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
21.35 Robert De Niro, l'arme du silence
22.30 Dolly Parton : L'Amérique réconciliée

TMC

08.05 Madame est servie
11.40 Animaux à adopter
17.45 Burger Quiz
20.25 L'élève Ducobu
22.20 90' Enquêtes



CANAL+ CINEMA 20.00

LA CHAMBRE D'A CÔTÉ

Acteur: Tilda Swinton, Julianne Moore, John Turturro, Alessandro Nivola,...

Alors qu'elle dédicace son dernier ouvrage dans une librairie animée de New York, Ingrid (Tilda Swinton), une romancière acclamée, est surprise par la réapparition de Stella (Julianne Moore), une amie d'enfance qu'elle n'a pas vue depuis des années. Stella lui révèle une nouvelle dévastatrice : Martha (John Turturro), une journaliste de guerre respectée et une amie commune, est gravement malade, atteinte d'un cancer en phase avancée. Désireuse de revoir Ingrid avant de prendre une décision cruciale concernant sa fin de vie, Martha invite la romancière à la rejoindre.



CANAL+ family 19.50

DATE LIMITE

Acteur: Robert Downey Jr., Zach Galifianakis, Michelle Monaghan,...

À Atlanta pour des raisons professionnelles, Peter Highman (Robert Downey Jr.), un cadre surmené, est dans l'urgence de rentrer à Los Angeles, où sa femme, Sarah (Michelle Monaghan), est sur le point d'accoucher. Alors qu'il se dépêche à l'aéroport, il croise Ethan Tremblay (Zach Galifianakis), un acteur en herbe au talent douteux, qui aspire à percer à Hollywood. Un malentendu avec un marshall de l'aéroport les conduit à être expulsés de leur vol, forçant Peter à accepter la proposition d'Ethan de faire le trajet en voiture ensemble.



CINE + FRISSON 19.50

UN TRAITRE IDÉAL

Acteur: Ewan McGregor, Stellan Skarsgård, Damian Lewis, Naomie...

En vacances à Marrakech, Perry Makepeace (Ewan McGregor) et Gail Perkins (Naomie Harris), un couple britannique en quête d'aventure, croisent le chemin de Dima (Stellan Skarsgård), un milliardaire russe flamboyant et charismatique. Leur rencontre semble anodine, mais Dima, avec son esprit expansif, dévoile rapidement un monde bien plus sombre. Lors d'une soirée exclusive, Perry découvre que son nouvel ami est en réalité un membre influent de la mafia russe, impliqué dans des affaires illicites.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Tracker



09.00 Télésopping
10.00 Les Feux de l'amour
10.50 Les douze coups de midi
11.55 Petits plats en équilibre
12.00 JT 13h
12.50 Petits plats en équilibre
13.00 Plus belle la vie, encore plus belle
17.00 Tout pour la lumière
17.30 Ici tout commence
18.10 Demain nous appartient
19.00 JT 20h
20.05 Petits plats à emporter

Saison 1 - Ep 1 : L'affaire Gil Brown

Après avoir secouru une randonneuse en détresse, Colter Shaw (Justin Hartley), un aventurier aguerri spécialisé dans la recherche de personnes disparues, se voit confier une nouvelle mission par ses associés. Cette fois, il doit retrouver Gil Brown, un adolescent de quatorze ans qui a quitté le domicile familial pour rejoindre son père biologique, un homme dont le passé criminel soulève de nombreuses interrogations. Alors que Colter commence son enquête, il découvre rapidement que le jeune garçon n'est pas simplement en quête de son père, mais qu'il a été enlevé...

6

20.10 Zone interdite



08.45 Ça peut vous arriver
11.45 Le 12.45
12.30 Nouveau jour
12.50 Un jour, un doc
16.25 La roue de la fortune
17.35 Le juste prix
18.45 Le 19.45
19.35 Scènes de ménages

L'été est une période durant laquelle la plupart des Français se reposent en profitant de leurs congés. Mais pour certaines familles, ce temps est loin d'être synonyme de repos. Elles se lancent en effet dans de véritables défis en ouvrant leurs propres commerces et petits entreprises – boutiques de vêtements, campings, ou encore pâtisseries. Ces entrepreneurs débutants doivent tout organiser en deux mois, évaluer précisément les risques et maîtriser les moindres dépenses pour que leur projet soit une réussite.

CANAL+

20.09 Au micro ! Une nouvelle voix pour le foot



08.46 Au tableau !
11.08 Clint Eastwood : la légende
15.35 Florence Foresti : Boys Boys
16.56 Saturday Night Live
18.06 Jamel Comedy Club
18.39 Hot Ones
19.26 Viendez au Groland

de catégories socio-professionnelles diverses se lancent dans un concours pour tenter de rejoindre l'équipe des commentateurs des matchs de football de la chaîne cryptée. L'exercice est très difficile. Encadrés par les journalistes, les participants devront se montrer capables d'improviser, de sentir les événements, et de trouver le bon tempo dans leurs commentaires tout en...
22.51 L'Amie prodigieuse

PLANETE +

08.17 Watergate : les dessous du scandale
09.21 Chez Frida Kahlo
10.14 Pablo Picasso et Françoise Gilot
11.17 Aux origines de la moto
13.06 Desert One
14.57 Ingénieurs de l'Antiquité
16.44 Les secrets des bâtisseurs de pyramides
18.23 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Elizabeth II : création d'une reine
21.36 Oppenheimer, l'homme et la bombe

TFX

10.45 Clap !
11.25 Super Nanny
16.00 Quatre mariages pour une lune de miel
18.00 La villa des coeurs brisés
19.00 Tout pour la lumière
19.30 Plus belle la vie, encore plus belle
20.10 Incroyables mariages gitans



W9

08.00 Kaamelott
11.50 Malcolm
18.50 Les cinquante
20.10 Eric Antoine : grandis un peu !
22.10 Elodie Poux se marie



Les USA veulent devenir propriétaires de leurs bases militaires en Corée du Sud



Donald Trump a suggéré lundi que la Corée du Sud cède le terrain sur lequel sont situées les bases militaires américaines dans le pays, dans sa volonté de pousser cet allié des Etats-Unis à payer davantage en échange de la présence de plus de 28.000 soldats sur son sol. «Vous savez, nous avons dépensé beaucoup d'argent pour construire une base, et il y a eu une contribution faite par la Corée du Sud, mais je voudrais voir si nous pouvons nous débarrasser du bail et obtenir la propriété du terrain où nous avons une imposante base militaire», a déclaré le président américain dans le Bureau ovale de la Maison Blanche, aux côtés de son homologue sud-coréen Lee Jae-myung.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le Mali et le Burkina boycottent le sommet africain sur la défense



Le Mali et le Burkina Faso n'ont pas envoyé de représentants au sommet militaire continental organisé lundi par le Nigeria, sur fond de tensions persistantes entre les pays du Sahel dirigés par des juntes militaires et leurs voisins d'Afrique de l'Ouest.

Tout comme le Niger, également dirigé par des militaires, le Mali et le Burkina Faso

se sont retirés en janvier de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), après avoir formé leur propre Alliance des Etats du Sahel (AES) pour lutter contre la menace jihadiste. Le Niger, représenté par le colonel Soumana Kalkoye, attaché de défense à l'ambassade du Niger à Abuja, était le seul pays de l'AES présent au som-

met africain des chefs d'état-major de la défense, organisé dans la capitale nigériane.

La conférence a réuni des officiers de haut rang de la plupart des pays du continent, venus «discuter de stratégies collectives» et trouver «des solutions locales aux besoins de l'Afrique en matière de défense», selon le programme du sommet.

Un feu de forêt a ravagé plus de 2.300 hectares en Espagne



Un incendie a brûlé plus de 2.300 hectares de forêt, notamment dans le parc naturel d'Els Ports à Paüls, près de Tarragone, au nord-est de l'Espagne, obligeant certains villages alentour à se confiner, ont annoncé mardi les autorités.

Le feu de forêt «affecte une superficie d'environ 2.377 hectares de terrain, en grande partie forestier», ont écrit les agents ruraux catalans sur X, précisant que 30% de cette surface se trouvait dans le parc naturel d'Els Ports.

Depuis plusieurs jours, l'Espagne doit affronter des températures caniculaires, qui ont asséché les sols et accru les risques d'incendies. Selon l'agence météorologique espagnole (Aemet), l'Espagne a connu son mois de juin le plus chaud jamais enregistré, avec une température moyenne de 23,6°C. L'agence souligne que la fréquence des épisodes de chaleur a triplé depuis dix ans en Espagne.

Soudan : plus de 600.000 réfugiés sont retournés à Khartoum en un mois



Plus de 600.000 Soudanais sont retournés à Khartoum en un mois, indiquent les dernières données publiées, lundi, par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). «Entre novembre 2024 et juillet 2025, plus de deux millions de déplacés sont revenus dans leur région d'origine à travers le pays», précise la même source.

Depuis avril 2023, le conflit au Soudan opposant l'armée soudanaise aux Forces de soutien rapide (FSR), a fait des dizaines de milliers de morts et déraciné environ 10 millions d'autres, tant à l'intérieur du territoire qu'au-delà de ses frontières. Plus de 3.7 millions de personnes déplacées internes avaient fui la capitale depuis le début du conflit, ce chiffre ne tient pas compte des millions de réfugiés ayant traversé les frontières.

La capitale reste néanmoins devancée par l'Etat d'Al-Jazira, où l'afflux est le plus massif, avec près d'un million de retours enregistrés, selon le rapport. Le conflit a plongé le pays dans «la pire crise humanitaire au monde», selon l'ONU.

L'Australie expulse l'ambassadeur d'Iran



Le gouvernement australien a annoncé mardi expulser l'ambassadeur d'Iran à Canberra, accusant le pays d'être impliqué dans des attaques antisémites à Melbourne et à Sydney, une première en Australie depuis la Seconde Guerre mondiale. Canberra a également suspendu les activités de son ambassade à Téhéran, et rappelé son propre ambassadeur. Les services de renseignement du pays sont parvenus à la «conclusion profondément troublante» selon laquelle l'Iran aurait orchestré au moins deux attaques antisémites fin 2024, a déclaré le Premier ministre australien Anthony Albanese, lors d'une conférence de presse.

L'Iran a rejeté ces accusations et averti qu'il prendrait des mesures de rétorsion. «L'accusation qui a été portée est catégoriquement rejetée», a déclaré mardi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Esmail Baqaei, ajoutant que «toute mesure inappropriée et injustifiée au niveau diplomatique entraînera une rétorsion».

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LA FRANCE EN RETARD D'UN SIÈCLE

Voilà donc la France empêtrée dans une crise politique attendue d'ailleurs depuis de longs mois, venue en bourrasque pour compléter les miasmes et les exhalaisons sociales et économiques embarrassant sérieusement la société française.

Faute de s'attaquer à ses vrais problèmes, la gouvernance parisienne s'est égarée dans les sentiers battus politiques, délaissant l'essentiel pour privilégier la lutte des égos alors qu'une réelle guerre économique mondiale s'effectuait à un plus haut niveau.

Il est tout de même drôle qu'une puissance mondiale autodéclarée s'embourbe dans une histoire de quarante huit heures à arracher au monde du travail pour prétendre que deux jours fériés effacés du

calendrier viendraient à bout d'une énorme dette publique. Le reste des mesures à prendre est dit-on un véritable crachat au visage des Français déjà dans une souffrance sans limite.

Les rognés préconisées ont touché à tout. Santé, retraite, administration figurent dans le racleage prévu pour ajouter à la détresse de la population. Et pour parfaire l'ironie des démarches, on convoque l'ambassadeur des Etats-Unis pour le sermonner et en parallèle on se propose d'envoyer ses enfants en Ukraine pour faire la guerre à la Russie !

Par manque de sagesse et de hauteur de

vue, on s'embarque dans la préparation de puériles alchimies en allant chercher noise avec la voisine Italie et en piétinant ce que la diplomatie a de noble et de conséquent.

Pourtant une dextérité diplomatique autrement plus mûre et conséquemment positive aurait pu lui offrir un rôle de grandeur dans le bassin méditerranéen. En s'égayant ainsi, la France d'aujourd'hui donne l'impression d'avoir beaucoup perdu. Avec les chutes successives en cascade de ces gouvernements, dont la dernière est presque actée, le prix fort à payer par son président n'est pas écarté. Le pouvoir français, du reste fictif, est de toute évidence en retard d'un siècle au moment où le monde industriel est en avance d'un autre.